

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1921.

- 1° Projet de loi concernant la déchéance de la qualité de Belge et l'interdiction de certains droits civils et politiques ⁽¹⁾.
2° Projet de loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité ⁽²⁾.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽³⁾, PAR M. **PIRARD**.

MESSIEURS,

Dans l'Exposé des Motifs du projet qui est devenu la loi provisoire du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, M. le Ministre de la Justice avait signalé l'urgence d'une revision de la législation sur l'indigénat.

Le conseil de Législation, chargé de l'étude de cette question, ayant demandé si sa mission se bornait à la revision de la loi de 1909, ou si elle devait s'étendre à celle de la loi du 6 août 1881 sur la naturalisation et à l'examen des dispositions relatives à la déchéance de la qualité de belge, le Ministre répondit qu'il lui paraissait désirable que le projet englobât toute la matière de la nationalité, c'est-à-dire l'indigénat, la naturalisation et aussi la déchéance de la qualité de belge qui avait déjà fait l'objet d'un projet déposé par le Gouvernement les 2 juillet 1919 et 13 janvier 1920.

Le Conseil, ses travaux terminés, remit au Ministre un rapport de MM. Galopin, professeur à l'université de Liège et Morelle, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, rapport accompagné d'un avant-projet complet sur la matière.

Cet avant-projet est devenu le projet de loi dont nous sommes actuellement saisis

(1) Projet de loi, n° 38 (session de 1919-1920).

(2) Projet de loi, n° 440 (session de 1919-1920).

(3) La Section centrale, présidée par M. MECHelynck, était composée de MM. TSCHOFFEN, PIRARD, DU BUS DE WARNAFFE, VAN REMOTEL, DE SELYS LONGCHAMPS et DRÈZE.

*
*
*

Le rapport qui précède le projet comporte d'abord des observations d'ordre général, exposant les principes dont se sont inspirés ses auteurs : abandon du principe du *jus soli*, publicité de la demande d'option et nécessité de son agréation par l'autorité belge, refus de toute déclaration d'option ou demande de naturalisation émanée d'un étranger dont la législation nationale permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité tout en acquérant une nationalité nouvelle, respect du principe de la liberté individuelle s'opposant à ce que l'on fasse entrer ou maintienne dans la Nation des personnes contre leur gré, souci de conserver autant que possible l'unité de nationalité au foyer domestique et d'éviter autant que possible aussi, le cumul des nationalités dans le chef d'un même individu.

La Section centrale donne son approbation pleine et entière à ces principes ; aussi les observations auxquelles le projet a donné lieu, peu nombreuses d'ailleurs, n'atteignent-elles pas ces principes eux-mêmes, mais seulement les applications particulières qui en sont faites dans les textes soumis à l'examen de la Chambre.

Nous allons les exposer sommairement :

L'article 1^{er} du projet s'occupe des enfants légitimes et des enfants nés en Belgique de parents également inconnus.

Suivant le projet, sont belges de naissance :

1° L'enfant légitime né même en pays étranger d'un père ayant la qualité de belge au jour de la naissance ;

2° L'enfant légitime posthume né d'une mère belge, même en pays étranger ;

3° L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

Ce texte est en partie, la reproduction des articles 1 et 4 de la loi du 8 juin 1909.

La Section l'approuve dans sa première et sa troisième disposition. Par contre elle estime ne pouvoir maintenir la seconde. L'enfant légitime posthume fils d'un étranger mais né d'une mère belge en pays étranger sera souvent élevé à l'étranger. Il s'adaptera, dans ce cas, à son pays d'origine, à sa langue, à ses mœurs, à ses institutions. Il serait imprudent de lui conférer de plein droit la qualité de belge. Toutefois, ce n'est là qu'une présomption qu'il serait juste de faire fléchir si cet enfant, devenu majeur, manifestait expressément le désir de devenir belge. Cette manifestation de volonté ferait légitimement présumer qu'il a été élevé, par sa mère, dans des sentiments de sympathie pour notre nationalité et dans l'espoir de la lui voir acquérir un jour. Aussi, la Section admet-elle qu'on réserve cet enfant, la faculté d'acquérir plus tard la qualité de belge par voie d'option. Cette faculté résulte d'ailleurs pour lui du 2° de l'article 6 dont le texte est conçu en termes assez généraux pour s'appliquer à son cas.

Mais quel sera le sort de cet enfant légitime posthume s'il est né en Belgique (d'une mère belge et d'un père étranger)? Même dans ce cas il nous paraît légitime de lui réserver le droit d'option sans lui attribuer la qualité de belge de plein droit. Les circonstances — par exemple le décès de la mère — peuvent faire qu'il soit élevé à l'étranger, dans sa famille paternelle. Il subira, en ce cas, dans sa formation intellectuelle et morale les mêmes influences étrangères. Il paraît dès lors raisonnable de ne lui conférer la nationalité de belge que s'il manifeste expressément la volonté de l'acquérir.

C'est pourquoi la Section centrale estime que l'enfant légitime posthume né d'un père étranger et d'une mère belge, que ce soit à l'étranger ou en Belgique, ne peut être belge de plein droit et ne peut le devenir que par la voie de l'option.

Elle propose donc de supprimer purement et simplement le 2° de l'article 1^{er}.

L'article 4 de la loi de 1909 que l'article que nous examinons reproduit en partie conférerait aussi la qualité de belge aux enfants nés en Belgique « *de parents de nationalité indéterminée* ». Le projet en discussion ne reproduit pas ce texte; dans aucune de ses dispositions il n'envisage le cas des individus sans nationalité. L'Heimatlosat est cependant une situation de fait dont le législateur ne peut se désintéresser. Il paraît d'intérêt public d'y mettre un terme lorsque c'est possible sans inconvénient. La Commission pense qu'il y aurait lieu de donner également aux enfants des heimatloss la possibilité d'acquérir la nationalité belge par option.

Elle propose, dans ce but, d'ajouter, à l'article 6, un 3° ainsi conçu :
« L'enfant né, en Belgique, de parents sans nationalité déterminée. »

Remarquons d'ailleurs, en réponse aux objections qui pourraient s'élever, tirées du fait que ces enfants, bien que nés en Belgique, pourraient, par la suite, avoir reçu leur éducation à l'étranger, dans le pays d'origine de leurs parents, que l'article 7 du projet subordonne la recevabilité de l'option à une résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option. Le séjour effectif en Belgique de 14 à 18 ans c'est-à-dire pendant la période où l'ambiance et l'éducation marquent leur empreinte de la façon la plus décisive sur les jeunes gens est, lorsque s'y ajoute une manifestation expresse de la volonté de devenir belge, une preuve suffisante d'attachement à notre nationalité pour que l'on soit rassuré sur la sincérité des sentiments qui animent ceux qui voudront ainsi user de la faculté d'option.

Ces mêmes observations s'appliquent aussi, est-il besoin de le dire, à l'enfant posthume d'un étranger et d'une mère belge qui aurait cependant été temporairement élevé à l'étranger. Pour user de la faculté d'option il devrait, lui aussi, puisque c'est là une condition générale, avoir vécu en Belgique de 14 à 18 ans accomplis et aussi durant l'année antérieure à l'option. Par les mêmes motifs sa volonté de devenir Belge offrirait des garanties suffisantes de sincérité.

L'article 2 traite du cas de l'enfant naturel non légitimé. Il pose le principe que l'enfant naturel dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation suit la condition de sa mère au jour de l'acte ou

du jugement déclaratif de filiation et que si le jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès. Il s'agit donc ici de la filiation maternelle.

Mais il peut arriver que la filiation paternelle soit aussi légalement établie. Laquelle l'emportera? le texte résout la question comme la résolvait déjà l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 8 juin 1909 en décidant que l'enfant ne suivra la condition de son père que si la preuve de la filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de la filiation maternelle. La Section, tout en adoptant cette disposition, propose toutefois de l'énoncer sous forme positive et de dire « Il suit la condition de son père si.... ».

Enfin l'article 3 détermine la condition de l'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation. Cet enfant suivra la condition de son père si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

L'article 3 de la loi de 1909 décidait qu'il était pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, avait pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

Considérant, avec raison, cette qualité comme une faveur et faisant application de l'adage suivant lequel l'enfant conçu est réputé né lorsque tel est son intérêt, le législateur de 1909 déclarait cet enfant Belge même si ses parents, encore Belges à l'époque présumée de la conception, étaient devenus étrangers dans l'intervalle écoulé entre cette époque et celle de la naissance.

Le projet de loi ne reproduit pas ce texte. Ses auteurs ont estimé qu'il n'y a pas lieu d'attribuer à l'enfant une nationalité que son père vient précisément de perdre ou à laquelle il a renoncé. L'intérêt de l'enfant n'est-il pas, au contraire, de suivre la nationalité de son auteur? Et, maintenir un texte qui décide autrement ne serait ce pas, d'autre part, favoriser cette dualité de nationalités dans une même famille, dualité de nationalités qu'avec raison on tient aujourd'hui pour si néfaste et à laquelle on doit dès lors, chaque fois que c'est possible, s'efforcer de remédier. La disposition qui donne lieu à cet inconvénient disparaît donc de notre législation.

L'article 4 du projet décide de la nationalité de l'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option. Cette femme suivra la condition de son mari. L'article 5 de la loi de 1909 conférerait la nationalité belge à l'étrangère dont le mari devenait Belge quel que fût le mode par lequel il acquérait notre nationalité. Le texte nouveau ne la lui attribue que dans le cas où le mari l'acquiert par option et non dans le cas où il l'acquiert par naturalisation. Cette distinction se justifie par la considération suivante : lorsqu'une étrangère épouse un Belge, elle sait d'avance que, du fait de son mariage, elle acquiert de plein droit, de par notre législation, la nationalité de son mari. Son consentement au mariage est une adhésion volontaire à une nationalité nouvelle. Si elle épouse un étranger qui tient, de notre législation, la faculté d'opter pour la nationalité belge, elle sait qu'il dépendra de la volonté de son mari, lorsqu'il usera de cette faculté, de lui faire subir, par le fait, un changement de nationalité. Mais il n'en

est plus ainsi, lorsque le mari devient Belge par naturalisation. Elle n'est plus censée avoir prévu et implicitement accepté d'avance un changement de nationalité. Il est dès lors inadmissible qu'à une époque où l'on tend de plus en plus à respecter l'individualité de la femme dans les actes de la vie civile le mari puisse, par une décision qui n'émane que de lui, lui imposer, peut-être contre son gré, un changement de nationalité.

S'en suit-il que la femme devra nécessairement, dans le cas de naturalisation du mari, conserver la nationalité étrangère? Non certes! Et d'ailleurs cette dualité de nationalité dans une même famille suscite trop d'inconvénients pour qu'on ne s'efforce pas d'y remédier. Aussi le projet de loi, nous le verrons plus loin, article 13, simplifie-t-il notablement, pour la femme qui veut acquérir la naturalisation belge conjointement avec son mari, les formalités et conditions de cette naturalisation.

Un étranger qui a la garde de ses enfants, acquérant ou recouvrant volontairement la qualité de Belge; quelle sera la condition de ses enfants mineurs non émancipés? Ici, il n'y a plus lieu, cela va de soi, de distinguer entre option et naturalisation. Ces enfants deviendront Belges. Il peut arriver cependant que ces enfants aient un sérieux intérêt à conserver leur nationalité d'origine. Le père pourra sauvegarder cet intérêt en leur conférant l'émancipation s'ils ont atteint l'âge requis. S'ils sont trop jeunes pour être émancipés ils garderont, jusqu'à l'expiration de leur vingt-deuxième année, le droit de renoncer à la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes établies par un article subséquent. C'est ce que décide l'article 5.

Telles sont les conditions auxquelles s'acquiert la qualité de Belge autrement que par voie d'option ou de naturalisation.

* * *

Les articles 6 à 8 du projet traitent des conditions de l'option et de ses formalités.

L'article 6 admet à l'exercice de l'option :

1° L'enfant né en Belgique;

2° L'enfant né, à l'étranger, de parents dont l'un avait sa résidence habituelle en Belgique depuis cinq années au moins ou de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge.

La Section centrale propose, nous l'avons dit, d'y ajouter :

3° L'enfant né, en Belgique, de parents sans nationalité déterminée.

Par contre elle croit devoir limiter, pour l'enfant né à l'étranger, la faculté de l'option au seul cas où l'un de ses parents avait en la qualité de Belge. Elle propose, à cette fin, de supprimer du 2° de l'article 6 du projet, les mots « dont l'un avait sa résidence habituelle en Belgique depuis cinq années au moins ou de parents... ».

Nous avons exposé les motifs de cette modification.

L'article 7 complète l'article 6 en subordonnant d'abord la recevabilité de l'option, à la condition expresse que la législation, qui régit l'intéressé, ne lui permette pas de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle. Nous verrons plus loin (art. 12) que le projet soumet, à la même condition, la recevabilité d'une demande de naturalisation.

Mais l'article 7, après avoir énoncé les cas où un enfant peut acquérir la qualité de Belge par option, formule les conditions auxquelles cette faculté peut s'exercer, c'est-à-dire, comme nous l'avons indiqué incidemment plus haut, la résidence habituelle en Belgique de 14 à 18 ans, ainsi que durant l'année antérieure à la déclaration d'option et, en outre, la nécessité, pour l'intéressé, de faire cette déclaration avant qu'il ait accompli sa vingt-deuxième année.

Un alinéa spécial limite toutefois à l'année antérieure à l'option la condition de résidence pour l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

Il importe, nous paraît-il, de faire remarquer ici que la loi exige la *résidence*, c'est-à-dire l'habitation effective, et ne se contente pas, comme la loi de 1909, du simple domicile qui peut exister en droit sans s'accompagner toujours de l'habitation de fait.

La Section estime devoir proposer à la Chambre de diviser l'article 7 du projet en trois articles distincts, l'article 7 proprement dit qui ne comprendrait que le premier alinéa du texte du projet, l'article 7^{bis} qui, énonçant les conditions de recevabilité de l'option, comprendrait les cinq alinéas suivants, et l'article 7^{ter} relatif au cas où un intéressé peut être relevé de la déchéance encourue pour n'avoir pas fait sa déclaration d'option dans les délais imposés.

Mais il ne suffit pas qu'un individu, réunissant les conditions requises pour l'option, ait opté effectivement pour que la qualité de Belge lui soit acquise de droit. Ces conditions ont seulement pour effet de rendre l'option recevable. Il faut maintenant qu'elle soit agréée par l'autorité belge. Et c'est toute une procédure qu'organise, à cette fin, l'article 8 du projet qui rompt résolument, en cela, avec le régime des législations antérieures suivant lesquelles, les conditions de l'option étant réunies, une simple déclaration de l'intéressé au fonctionnaire compétent suffisait pour opérer le changement de nationalité.

Cette procédure, instituée par l'article 8, peut se résumer comme suit : la déclaration d'option est faite par acte dressé au parquet du tribunal de Première Instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Le procureur du Roi la rend publique par voies d'affiches et d'insertions dans un journal de la province, puis procède à une enquête dont les résultats sont communiqués au président du Tribunal de première instance qui, l'intéressé préalablement entendu ou appelé, se prononce sur l'agrément de l'option par une décision qu'il ne doit pas motiver. L'appel est ouvert au déclarant et au procureur du Roi dans la quinzaine de la notification de cette décision ; il est porté devant le premier président de la Cour d'appel qui, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé, statue en dernier ressort.

Ce système a soulevé de sérieuses objections.

Tout d'abord, il ne paraît pas suffisant de dire que la déclaration d'option doit

être faite au Parquet. Il s'agit ici d'un acte trop important, si l'on envisage ses conséquences et si l'on considère qu'il doit nécessairement s'accomplir en des délais certains, pour qu'on n'en exige pas, afin de lui conférer l'authenticité, l'intervention, au moment où il s'accomplit, du chef de Parquet lui-même.

C'est pourquoi la Section propose de libeller la première phrase de l'article 8 du projet de la façon suivante : « La déclaration d'option est faite au Parquet du Tribunal de Première Instance, du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle et il en est dressé acte par le procureur du Roi. »

D'autre part la Section centrale a jugé inadmissible l'attribution faite par l'article 8 à des présidents de tribunaux de première instance et de cours d'appel, membres de l'Ordre judiciaire, d'un rôle purement administratif. En dispensant, en effet, ces magistrats de motiver leurs décisions, ce qui, aux termes de l'article 97 de la Constitution est de l'essence de tout jugement, on enlève à leur intervention dans la procédure d'option son caractère judiciaire, on la réduit en quelque sorte à une pure formalité. Sans doute, après avoir vérifié la légalité des pièces produites et la régularité des formalités accomplies, le président devra examiner si, d'après les résultats de l'enquête l'intéressé paraît ou non digne de devenir belge, et dans la négative, repousser l'option. Mais comme il ne se prononcera pas sans motifs, pourquoi ne pas exprimer ces motifs dans son jugement ?

L'exposé des motifs du projet en donne la raison suivante : Il ne faut pas que ce magistrat soit contraint de faire état de faits qui ne sont pas établis judiciairement mais qui constituent cependant des raisons suffisantes pour écarter la demande.

La Section ne peut tenir cette raison pour décisive. Les considérations qui justifient l'adoption ou le rejet d'une demande d'option, si elles sont fondées, doivent pouvoir s'exprimer.

Et au surplus, comment concevoir l'appel d'une décision qui ne serait pas explicitement motivée ?

Il est vrai que les auteurs du projet atténuent un peu la rigueur de ce système en faisant observer qu'il ne peut être question d'attacher, au rejet d'une option, l'autorité de la chose jugée. Rien ne s'opposerait à ce que celui qui n'aurait pu faire agréer sa demande au début du délai légal, la renouvelât plus tard, après avoir donné de nouvelles preuves d'attachement à notre patrie. Mais si le délai est expiré ? Et vraiment peut-on attendre des actes caractéristiques de cet attachement de la part de jeunes gens qui n'ont pas atteint leur vingt deuxième année ? Le seul fait de l'option, s'ajoutant à celui de la résidence effective dans le pays durant la période légalement requise ne constitue-t-il pas une preuve suffisante de cet attachement ?

La Section centrale estime donc que la décision doit être motivée. Elle propose par amendement, de remplacer, au second alinéa de l'article 8, les mots « la décision n'est pas motivée » par les mots « la décision est motivée ».

D'autre part, dans le souci de ne pas rompre l'harmonie d'une législation suivant laquelle le président d'un tribunal ne statue jamais seul à titre définitif, elle pense qu'il y a lieu de conférer au tribunal lui-même le pouvoir d'agrégation

que le projet réserve au président. A cette fin, elle propose de remplacer, aux deuxième et troisième alinéas de l'article 8, les mots « *le président du tribunal* » par « *le tribunal* » et au troisième alinéa, les mots « *au premier président de la Cour d'appel* » par « *la Cour d'appel* » et les mots « *Celui-ci* » par « *Celle-ci* ».

Elle pense enfin que, si l'on décide que la décision, soit du président, soit du tribunal, doit être motivée, il y a lieu de donner, à celle de ces autorités judiciaires qui devra statuer les directives essentielles pour l'accomplissement de sa mission. Les déclarants devront satisfaire à des conditions de moralité, dans le sens large du mot, et de loyalisme à l'égard de la Belgique et le jugement devra faire état de leur conduite antérieure à ce double point de vue, moral et national. La Section centrale propose d'insérer, dans l'article 8, après l'amendement « la décision est motivée », les mots « les juges devront faire état de la » moralité du déclarant et des circonstances qui font présumer son attachement » à la nationalité belge ».

*
* * *

Les articles 9 à 15 du projet traitent de la naturalisation.

Il résulte de l'article 9 que les effets politiques et civils de la grande naturalisation d'une part et de la naturalisation ordinaire d'autre part seront respectivement les mêmes que sous le régime de la loi du 6 août 1881.

L'article 10, énonçant les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation, n'exige plus que l'intéressé soit marié ou ait retenu un ou plusieurs enfants de son mariage, mais il réduit de dix à cinq ans, pour celui qui se trouve dans le cas, comme le faisait déjà le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi de 1881, la durée de la résidence requise. Mais, en tout cas, la résidence doit être habituelle au moment où la naturalisation est demandée. Le projet remplace les mots « avoir résidé en Belgique... » de la loi de 1881, par les mots « avoir sa résidence habituelle en Belgique... ». Il faut donc un fait actuel et c'est là certes une garantie ou une présomption de plus d'attachement à notre pays.

La Section centrale pense d'autre part qu'il y a lieu de faire bénéficier de la réduction du délai de résidence requis pour la grande naturalisation la femme d'origine étrangère qui a épousé un belge. Elle propose en conséquence, de compléter l'article 10 en ajoutant au 2° après les mots « plusieurs descendants » les mots « et pour la femme d'origine étrangère qui a épousé un belge ».

Les conditions de la naturalisation ordinaire, déterminées par l'article 11, restent les mêmes, — vingt un ans et cinq ans de résidence — que suivant l'article 3 de la loi de 1881, mais ici encore le projet exige que la résidence habituelle soit un fait actuel, et elle réduit à deux ans ce délai de résidence pour l'étranger marié avec une femme belge d'origine ou qui veuf ou divorcé a un ou plusieurs descendants issus de ce mariage.

L'article 12 subordonne, comme l'a fait l'article 7 pour l'option, la recevabilité de toute demande de naturalisation à la condition expresse que la législation qui régit l'intéressé ne lui permette pas de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle. Pas n'est besoin, nous paraît-il,

d'insister sur l'importance de cette disposition qui, comme celle de l'article 7, tend à prévenir ce cumul de nationalités qu'autorisait la loi allemande du 22 juillet 1913 connue sous la dénomination de loi Delbrück, cumul de nationalités qui permettait à un allemand, naturalisé belge, de conserver néanmoins volontairement sa nationalité d'origine et ce, à l'insu des autorisés du pays qui venait de l'accueillir.

Enfin l'article 13 dispense avec raison nous paraît-il, la femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari, ainsi que les fils majeurs ou émancipés, et les filles majeures ou émancipées non mariées qui la demandent conjointement avec leur auteur de devoir satisfaire aux conditions d'âge et de résidence requises pour obtenir soit la grande naturalisation, soit la naturalisation ordinaire. C'est évidemment par suite d'une erreur que ce projet porte, au 2^e alinéa de cet article 13, les mots « *grande naturalisation* » : il faut lire « la naturalisation » sans plus.

Ce texte se justifie par le souci de maintenir, autant que possible, l'unité de nationalité dans la famille en facilitant les changements de nationalité collectifs.

En ce qui concerne plus spécialement la femme, nous avons vu, — article 4 — que, lorsque son mari devient belge par option, elle devient belge du même coup parce que le mari, possédant ce droit d'opter, à raison même des conditions de sa naissance, elle a dû ou pu prévoir l'éventualité de cette option et, par le fait de son mariage, en a implicitement accepté d'avance les conséquences au point de vue de sa propre nationalité. Il n'en est pas de même, avons-nous remarqué, dans le cas de naturalisation du mari ; on ne peut légitimement présumer que la femme ait dû la prévoir et l'on n'a pu admettre que par cet acte de volonté unilatéral le mari pût imposer à sa femme, désireuse, peut-être de conserver sa nationalité d'origine, un changement de nationalité. Mais si la femme manifeste elle-même, à cette occasion, la volonté de suivre la condition de son mari, le législateur doit croyons-nous, pour éviter, dans une même famille, cette dualité de nationalités si fertile en inconvénients, lui faciliter l'acquisition de la qualité de belge par naturalisation.

Ce sont ces considérations qui motivent et justifient le premier alinéa de l'article 13 du projet.

C'est dans le même désir de faciliter l'unification de nationalité dans la famille que le second alinéa de l'article 13, relatif aux enfants, a été conçu. Ce texte n'accorde les facilités de naturalisation dont il s'agit qu'aux enfants majeurs ou émancipés. Les enfants mineurs du naturalisé deviennent belges en même temps que leur auteur en vertu de l'article 5.

Les articles 14 et 15 du projet, relatifs aux formalités de la naturalisation, ne soulèvent aucune observation.

* * *

L'article 16 détermine les cas de déchéance de la qualité de belge. Il reproduit en partie les dispositions de l'article 11 de la loi de 1909, mais complète heureusement ce texte en étendant son champ d'application.

Il retire d'abord la qualité de belge à celui qui acquiert volontairement une

nationalité étrangère; cette disposition est conforme au 1^{er} de l'article 11 de la loi en vigueur. Mais il assimile avec raison, et c'est là une ajoute très opportune; à l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère, le fait, lorsqu'on l'a acquise de plein droit, de poser un acte qui suppose nécessairement l'intention de l'accepter.

De même, il fait perdre la qualité de belge à la femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère, et aussi à la femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère si la loi étrangère lui fait suivre, en ce cas, la condition de son mari.

Il ajoute que toutefois la femme peut conserver la qualité de belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 20 durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être belge.

Cette dernière disposition a soulevé deux observations. D'abord la Section estime qu'il y a lieu de préciser si cette faculté de conserver la nationalité de Belge est réservée à la femme dans les deux cas, mariage avec un étranger ou acquisition par le mari, d'une nationalité étrangère, postérieurement au mariage. Elle se prononce pour l'affirmative et propose, en conséquence, d'insérer, dans la loi, après les mots « toutefois la femme peut » et avant les mots « conserver la qualité de Belge », les mots « dans ces deux cas ».

La Section propose d'autre part, de limiter cette faculté au cas où la femme est d'origine belge. Cette restriction peut être utile lorsqu'il s'agit d'une étrangère devenue belge par mariage et dont le mari acquerrait, par la suite, une nationalité étrangère. Quelle raison y aurait-il, dans ce cas, de permettre à la femme de conserver une nationalité qu'elle ne tient que de son union avec un homme qui renonce précisément à cette nationalité? Cela pourrait d'ailleurs permettre, entre mari et femme, une collusion intéressée, et donner lieu à de graves abus. Pour les prévenir, la Commission estime qu'il faudrait insérer dans le texte, après les mots « conserver la qualité de Belge », les mots « si elle est Belge d'origine ».

Le 4^e de l'article 16 fait aussi perdre la qualité de Belge aux enfants mineurs non émancipés d'un belge devenu étranger par l'application du 1^{er} de ce texte s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur. C'est approximativement la reproduction du 3^e de l'article 11 de la loi de 1909; nous disons approximativement, car le texte nouveau s'écarte du texte de la loi de 1909 en deux points. D'une part il substitue aux mots « les enfants mineurs non mariés » de la loi de 1909, les mots « enfants mineurs non émancipés ». Cette modification présente relativement peu d'importance; elle se justifie d'ailleurs. Mais d'autre part, modification plus sérieuse, elle ne fait perdre à ces enfants la qualité de belge que si ce père exerce sur eux le droit de garde. C'est une application d'un des principes qui sont à la base de la loi nouvelle : faire surtout état, lorsqu'il s'agit d'établir la nationalité d'un enfant, de la qualité de celui qui, chargé de son éducation, contribue le plus à sa formation intellectuelle et morale, mission qui sera assumée généralement par celui à qui la garde de l'enfant est confiée.

L'article 17 expose dans quelles conditions la femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 16, 2° ou 3° et l'enfant qui l'a perdue par application de 16, 4° peuvent reconvrer cette qualité. La seule observation qu'appelle ce texte est, encore une fois, la nécessité d'insérer, dans l'alinéa premier, après les mots « peut toujours » les mots « si elle est d'origine belge ». Nous avons exposé pourquoi il doit en être ainsi, en commentant l'article précédent.

L'article 18 énonce une règle d'extrême importance « L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir. »

L'avant projet de MM. Galopin et Morelle justifie cette disposition en disant que la loi ne doit point connaître des Belges sous condition résolutoire.

Les dispositions des articles 19 et 20 déterminant dès quel âge et dans quelles conditions les enfants mineurs pourront faire les déclarations prévues aux articles 5, 8 et 17, l'officier de l'état civil compétent pour recevoir les déclarations prévues aux articles 5 et 16 et les registres dans lesquels ces déclarations devront être transcrites ou mentionnées ne donnent lieu à aucune observation. Elles sont en grande partie conformes, *mutatis mutandis*, aux dispositions des articles 14 et 15 de la loi de 1909.

L'article 21 contribue à établir plus d'harmonie et d'unité dans notre législation en décidant que la preuve par possession d'état, déjà admise pour établir le mariage et la filiation, pourra également servir à prouver la qualité de Belge de naissance. Cette possession d'état devra être prouvée dans la personne de celui des auteurs du réclamat, dont la nationalité est la condition de la sienne. La preuve contraire est de droit.

Les dispositions des lois antérieures incompatibles avec les textes de la loi nouvelle sont abrogées par l'article 22.

Les dispositions transitoires qui suivent, reproduisent, en partie, les dispositions de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie. Elles déterminent en outre les cas de déchéance de la qualité de Belge et la procédure de l'action tendant à faire prononcer cette déchéance.

Le IV de ces dispositions a seul soulevé des observations. Par son § 1^{er}, il permet de frapper de déchéance de la qualité de belge celui qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

La Section n'approuve cette disposition que pour autant qu'elle ne s'applique pas aux belges de naissance, mais seulement aux belges d'origine étrangère. Les belges de naissance qui ont trahi leur pays ou gravement failli à leurs devoirs envers lui pourront toujours être atteints par la loi pénale ou frappés de déchéance de leurs droits politiques. Au surplus il n'est pas sans inconvénients et même sans danger de créer des « sans patrie ».

La Section propose donc de remplacer au IV, § 1^{er}, des dispositions transitoires, le mot *celui* par les mots : *le belge par option ou par naturalisation*.

Elle propose aussi de remplacer, au § 3 du même IV, l'expression « a lieu » par l'expression « se poursuit ».

Elle croit utile de supprimer, au 3^e alinéa de ce § 3 du n° IV, les mots : *faute de comparaître*.

Elle juge enfin qu'il ne faut pas se borner à exiger la transcription du jugement de déchéance dans le registre indiqué à l'article 20, mais aussi en marge des actes d'option et des actes de naturalisation. Elle propose, en conséquence, d'ajouter au 1^{er} alinéa du § 5 les mots : « de l'acte d'option ou de l'acte de naturalisation ».

L'adoption de ces dispositions transitoires en ce qui touche à la déchéance de la qualité de Belge, aurait naturellement pour effet de frapper de caducité le projet de loi déposé par M. le Ministre de la Justice, le 13 janvier 1920, projet dont au surplus, ces dispositions, moyennant la restriction que nous venons de proposer, conservent les caractères essentiels.

Le projet de loi a été adopté par la Section à l'unanimité des membres présents à la séance.

Le Rapporteur,

L. PIRARD.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE AU N° 289.

TABLEAU

du

Projet de la loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité

et du

**Texte proposé par la Section centrale mis en regard
de la législation antérieure.**

Lois en vigueur.**Texte du projet de loi.****ARTICLE PREMIER (1).****ARTICLE PREMIER.**

Sont Belges :

Sont Belges :

1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit d'une mère belge, quand le père n'a pas de nationalité déterminée ;

1° L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de Belge au jour de la naissance ;

2° L'enfant né d'un étranger, après la dissolution du mariage, si la mère possède la qualité de Belge au moment de la naissance.

2° L'enfant légitime posthume, né d'une mère belge, même en pays étranger ;

ART. 4 (1).

Est Belge, l'enfant, né en Belgique, soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée.

3° L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 2 (1).**ART. 2.**

L'enfant naturel, âgé de moins de vingt et un ans accomplis, dont la filiation est établie par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite.

L'enfant naturel, dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de sa mère au jour de l'acte ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

**Texte proposé
par la Section centrale.**

ARTICLE PREMIER

Sont Belges :

1° L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de Belge au jour de la naissance ;

2° L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 2.

L'enfant naturel, dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de sa mère au jour de l'acte ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

**Tekst voorgesteld
door de Middenafdeeling.**

EERSTE ARTIKEL.

Belg zijn :

1° Het wettig kind geboren, zelfs in een vreemd land, uit een vader die tijdens de geboorte Belg was ;

2° Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 2.

Het natuurlijk kind, wiens afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is vastgesteld, volgt den staat, dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat. Valt dit vonnis eerst na den dood der moeder, dan volgt het kind den staat, dien deze bezat tijdens haar overlijden.

Lois en vigueur.

Si cette preuve résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

ART. 3 ⁽¹⁾.

Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

ART. 5 ⁽¹⁾

L'étrangère qui épouse un Belge, ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari.

ART. 6 ⁽¹⁾.

Les enfants mineurs non mariés de l'étranger qui acquiert volontairement la nationalité belge deviennent Belges.

Texte du projet de loi.

Il ne suit la condition de son père, que si la preuve de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

ART. 3.

L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de son père, si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

ART. 4.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

ART. 5.

Deviennent Belges les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le droit de

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Il suit la condition de son père si la preuve de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

Het volgt den staat van zijn vader, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmee samengaat.

ART. 3.

ART. 3.

L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de son père, si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

Het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt, volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is of onderdaan van eene natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

ART. 4.

ART. 4.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot door nationaliteitskeuze Belg wordt, volgt den staat van haar man.

ART. 5.

ART. 5.

Deviennent Belges les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le

De niet geëmancipeerde minderjarige kinderen worden Belgen, wanneer de ouder, die over hen het bewaarrécht

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère.

garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge.

ART. 7 (1).

Deviennent Belges, à l'opération de leur vingt-deuxième année, si, pendant cette année, ils ont eu leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère :

1° L'enfant, né en Belgique, de parents étrangers dont l'un y est né lui-même ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ;

2° L'enfant, né en Belgique, d'un étranger, et qui est domicilié dans le royaume depuis six ans sans interruption.

ART. 8 (1).

Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une

Ils peuvent toutefois, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité Belge par une déclaration faite dans les formes établies par l'article 20.

ART. 6.

Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions et suivant les formes ci-après établies :

1° L'enfant né en Belgique ;

2° L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait sa résidence habituelle en Belgique depuis cinq années au moins, ou de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge.

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge.

uitoefent, vrijwillig den staat van Belg verkrijgt of terugbekomt.

Ils peuvent toutefois, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité Belge par une déclaration faite dans les formes établies par l'article 20.

Tot zij den leeftijd van twee en twintig jaar ten volle hebben bereikt, kunnen zij echter van de Belgische nationaliteit afzien door een verklaring afgelegd op de bij artikel 20 bepaalde wijze.

ART. 6.

ART. 6.

Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions et suivant les formes ci-après établies :

Kunnen den staat van Belg door keuze verkrijgen op de hierna bepaalde voorwaarden en wijze :

1° L'enfant né en Belgique;

1° Het kind in België geboren;

2° L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge;

2° Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders, van wie één den staat van Belg heeft bezeten;

3° L'enfant né, en Belgique, de parents sans nationalité déterminée.

3° Het kind in België geboren uit ouders die niet tot een bepaalde nationaliteit behooren.

Lois en vigueur.

mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu qu'il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

ART. 9 ⁽¹⁾:

Peut acquérir la qualité de Belge, dans sa vingt-deuxième année, l'enfant, né en Belgique, d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

Texte du projet de loi.

ART. 7.

L'option n'est point recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité bien qu'il en acquière une nouvelle.

La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1° L'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option ;

2° La déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa vingt deuxième année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 7.

L'option n'est point recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 7^{bis}.

La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1° l'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option ;

2° la déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa vingt-deuxième année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence en

ART. 7.

Nationaliteitskeuze is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit, ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 7^{bis}.

De ontvankelijkheid der keuze hangt van de twee volgende voorwaarden af :

1° De belanghebbende moet zijn gewone verblijfplaats in België hebben gehad van zijn 14^e jaar af tot hij ten volle 18 jaar oud is geworden en ook gedurende het jaar dat aan de verklaring zijner keuze is voorafgegaan ;

2° De verklaring der keuze moet afgelegd worden vóórdát de belanghebbende ten volle twee en twintig jaar oud is.

Met het verblijf in België, gedurende de minderjarigheid, wordt gelijkgesteld

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

en pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par le Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par n° 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de 21 ans peut être relevé de la déchéance par le magistrat qui statue sur l'agrération de l'option.

ART. 8.

La déclaration d'option est faite par acte dressé au Parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'idoneité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le président du tribunal de première instance prononce sur l'agrération de l'option, après avis du procureur du

Texte proposé par la Section centrale.

pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par la Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par n° 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

ART. 7^{ter}.

L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de 21 ans peut être relevé de la déchéance par le magistrat qui statue sur l'agrération de l'option.

ART. 8.

La déclaration d'option est faite au Parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle et il en est dressé acte par le procureur du Roi. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le tribunal de première instance prononce sur l'agrération de l'option, après avis du procureur du Roi, l'inté-

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

het verblijf in een vreemd land, zoolang de vader aldaar eene door de Belgische Regeering begeben betrekking vervulde.

De onder bovenstaand n° 1° opgelegde verblijfsvoorwaarde is beperkt tot het jaar dat aan de keuze voorafging, wat betreft het kind geboren uit vreemde ouders, van wie één den staat van Belg bezeten heeft.

ART. 7^{ter}.

De belanghebbende, die bewijst dat hij verhinderd is geweest de verklaring zijner keuze af te leggen sedert hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, kan van de vervallenverklaring ontheven worden door den rechter die beslist over de inwilliging der keuze.

ART. 8.

De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan ten parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats, waar de aangever zijne gewone verblijfplaats heeft, en daarvan wordt akte opge maakt door den Procureur des Konings. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor de bekendmaking daarvan door plakbrieven aan de deur van het gemeentehuis en aan de deur der woning van den aangever, alsmede door inlashing in een dagblad der provincie. De bekendmaking vermeldt den termijn, gedurende welken die magistraat een onderzoek instelt naar de geschiktheid van den aangever. Steeds wordt het advies van den vrederechter ingewonnen.

De rechtbank van eersten aanleg doet over de inwilliging der nationaliteitskeuze uitspraak na ingewonnen advies

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision n'est pas motivée ; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du président du tribunal, par requête adressée au premier président de la Cour d'appel. Celui-ci statue en dernier ressort, après avis du Procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

La décision définitive d'agrégation est transcrite à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 20. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

ART. 10 (1).

L'étranger qui a obtenu la naturalisation devient Belge.

ART. 9.

La naturalisation confère la qualité de Belge.

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ressé entendu ou appelé. *La décision est motivée; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.*

Les juges devront faire état de la moralité du déclarant et des circonstances qui font présumer son attachement à la nationalité belge.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du tribunal, par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue en dernier ressort, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

La décision définitive d'agrégation est transcrite à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 20. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

ART. 9.

La naturalisation confère la qualité de Belge.

van den Procureur des Konings en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen. *De beslissing wordt met redenen omkleed; zij wordt den aangever betekend door de zorg van den Procureur des Konings.*

De rechters moeten wijzen op de zedelijkheid van den aangever en op de omstandigheden, welke zijne gehechtheid aan de Belgische nationaliteit doen vermoeden.

Binnen vijftien dagen na de betekening, kunnen de aangever en de procureur des Konings zich tegen de beslissing der rechtbank voorzien bij een tot het Hof van beroep gericht verzoekschrift. Dit Hof beschikt in laatste aanleg na ingewonnen advies van den Procureur generaal en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen.

Dagvaarding en betekening geschieden langs bestuurlijken weg.

De eindbeslissing, waarbij de nationaliteitskeuze wordt ingewilligd, wordt op aanzoek van het Openbaar Ministerie overgeschreven in het bij artikel 20 gemelde register. De keuze heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

ART. 9.

Door naturalisatie wordt de staat van Belg verkregen.

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

ARTICLE PREMIER ⁽¹⁾.

La naturalisation ordinaire confère à l'étranger tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de Belge, à l'exception des droits politiques pour l'exercice desquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

ART. 2 ⁽¹⁾.

ART. 10.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut : 1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis; 2° être marié, ou avoir retenu un ou plusieurs enfants de son mariage; 3° avoir résidé en Belgique pendant dix ans au moins.

Ce délai sera de cinq ans, au lieu de dix, pour l'étranger qui aura épousé une Belge ou qui aura retenu de son mariage avec une Belge un ou plusieurs enfants.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut :

1° Être âgé de 25 ans accomplis;

2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins. Toutefois ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

La grande naturalisation ne pourra être accordée aux étrangers non mariés ou veufs sans enfant que lorsqu'ils auront atteint l'âge de cinquante ans et qu'ils auront quinze ans de résidence dans le pays.

Elle pourra être conférée également, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'État.

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie.

(1) Loi du 6 août sur la naturalisation.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

Door de gewone naturalisatie worden echter niet de politieke rechten verkregen, waarvoor de Grondwet of de wetten de Staatsnaturalisatie eischen.

ART. 10.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut :

- 1° Être âgé de 25 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins. Toutefois ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants *et pour la femme d'origine étrangère qui a épousé un Belge.*

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie.

ART. 10.

Om de Staatsnaturalisatie te kunnen bekomen, moet men :

- 1° Ten volle 25 jaar oud zijn ;
- 2° Sedert ten minste tien jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter tot vijf jaar verminderd voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgische herkomst of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong bij welke hij een of meer nakomelingen heeft, *alsmede voor de vrouw van vreemde herkomst, die met een Belg is gehuwd.*

Staatsnaturalisatie kan wegens aan den Staat of de Kolonie bewezen uitnemende diensten zonder eenig ander vereischte worden verleend.

Lois en vigueur.

Les étrangers habitant le royaume, nés en Belgique, qui auraient négligé de faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, sont recevables à demander la grande naturalisation, sans remplir les conditions prescrites aux §§ 1, 2 et 3 du présent article.

ART. 3 (1).

La naturalisation ordinaire, hors le cas prévu par l'article 4, ne sera accordée qu'à ceux qui auront accompli leur vingt et unième année, et qui auront résidé pendant cinq ans en Belgique.

Texte du projet de loi.

ART. 11.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire il faut :

- 1° Être âgé de 22 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins. Toutefois, ce délai est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

ART. 12.

La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 13.

La femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari est dispensée des conditions fixées par les articles 10 et 11.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées, qui demandent la grande naturalisation conjointement avec leur auteur.

(1) Loi du 6 août 1881 sur la naturalisation.

Tekst proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling

ART. 11.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire il faut :

- 1^o Être âgé de 22 ans accomplis ;
- 2^o Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins. Toutefois, ce délai est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

ART. 12.

La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 13.

La femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari est dispensée des conditions fixées par les articles 10 et 11.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées, qui demandent la naturalisation conjointement avec leur auteur.

ART. 11.

Om de gewone naturalisatie te kunnen bekomen, moet men :

- 1^o Ten volle 22 jaar oud zijn ;
- 2^o Sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter verminderd tot twee jaar voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgische herkomst of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgische herkomst, bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

ART. 12.

Het verzoek om naturalisatie is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit, ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 13.

De vrouw, die samen met haar echtgenoot om naturalisatie verzoekt, heeft niet te voldoen aan de door de artikelen 10 en 11 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken.

Lois en vigueur.

ART. 5 ⁽¹⁾.

Nul n'est admis à la naturalisation qu'autant qu'il en ait formé la demande par écrit.

La demande devra être signée par la personne qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale et authentique. Dans ce dernier cas, la procuration sera jointe à la demande.

ART. 6 ⁽¹⁾.

Toute demande en naturalisation, ainsi que toute proposition du gouvernement ayant le même objet, sera envoyée, par chaque Chambre, à une commission qui présentera l'analyse de la demande et des pièces y annexées.

Sur le rapport de la commission, chaque Chambre décidera, sans discussion et au scrutin secret, s'il y a lieu de prendre en considération les demandes ou les propositions. Si la demande est prise en considération, il sera immédiatement procédé à la discussion et au vote publics.

Texte du projet de loi.

ART. 14.

Toute demande de naturalisation est signée par celui qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale et authentique. Elle est adressée au Ministre de la Justice. Celui-ci la communique au Parquet du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé a sa résidence habituelle. Le Procureur du Roi en assure la publicité et procède à une enquête sur l'idonéité de l'intéressé, conformément à l'article 8.

A l'expiration de l'enquête, la demande et toutes les pièces de l'instruction sont transmises au pouvoir législatif.

Lorsque l'intéressé réside dans la Colonie, la publicité de sa demande et l'enquête sont organisées par le Ministre des Colonies.

(1) Loi du 6 août 1881 sur la naturalisation.

T. 110 proposé par la Section centrale.

T. 110 voorgesteld door de Middenafdeling.

ART. 14.

Toute demande de naturalisation est signée par celui qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale ou authentique. Elle est adressée au Ministre de la Justice. Celui-ci la communique au Parquet du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé a sa résidence habituelle. Le Procureur du Roi en assure la publicité et procède à une enquête sur l'idonéité de l'intéressé, conformément à l'article 8.

A l'expiration de l'enquête, la demande et toutes les pièces de l'instruction sont transmises au pouvoir législatif.

Lorsque l'intéressé réside dans la Colonie, la publicité de sa demande et l'enquête sont organisées par le Ministre des Colonies.

ART. 14.

Elk verzoek om naturalisatie moet ondertekend zijn door hem die het indient, of door zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht. Het wordt tot den Minister van Justitie gericht, die het verder mededeelt aan het Parket der rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft. Overeenkomstig artikel 8 zorgt de procureur des Konings voor de bekendmaking en doet een onderzoek naar de geschiktheid van den verzoeker.

Na afloop van het onderzoek worden het verzoek en al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan de wetgevende macht.

Heeft de verzoeker zijn verblijf in de Kolonie, dan wordt voor bekendmaking en onderzoek gezorgd door den Minister van Koloniën.

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

ART. 7. ⁽¹⁾

Dans les huit jours qui suivront la sanction royale du vote des Chambres admettant la demande, le Ministre de la Justice délivrera à l'impétrant une expédition certifiée conforme de l'acte de naturalisation.

ART. 8. ⁽¹⁾

L'impétrant, muni de cette expédition, se présentera devant le bourgmestre du lieu de son domicile ou de sa résidence et déclarera qu'il accepte la naturalisation qui lui est conférée.

Il sera immédiatement dressé procès-verbal de cette déclaration dans un registre à ce destiné.

ART. 9. ⁽¹⁾

La déclaration prescrite par l'article précédent sera faite, sous peine de déchéance, dans les deux mois à compter de la date de la sanction.

ART. 11. ⁽²⁾

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;

ART. 15.

L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice. Dans les deux mois de la notification, l'intéressé ou son fondé de procuration spéciale et authentique doit en requérir la transcription sur le registre mentionné à l'article 20. Cet acte n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Il est publié au *Moniteur belge* avec la mention de la transcription.

ART. 16.

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;

Est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, fait un acte qui suppose nécessairement son intention de l'accepter ;

⁽¹⁾ Loi du 6 août 1881 sur la naturalisation.

⁽²⁾ Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la Section centrale.

...st voorgesteld door de Middelenafdeling.

ART. 15.

L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice. Dans les deux mois de la notification, l'intéressé ou son fondé de procuration spéciale et authentique doit en requérir la transcription sur le registre mentionné à l'article 20. Cet acte n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Il est publié au *Moniteur Belge* avec la mention de la transcription.

ART. 15.

De akte van naturalisatie, door de Kamers aangenomen en doorden Koning bekrachtigd, wordt den verzoeker betéekend door de zorg van den Minister van Justitie. Binnen twee maanden na de beteekening moet de verzoeker of zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht de overschrijving ervan eischen in het bij artikel 20 vermelde register. Deze akte heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Zij wordt door het *Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding der overschrijving.

ART. 16.

Perdent la qualité de Belge :

1^o Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère :

Est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, fait un acte qui suppose nécessairement son intention de l'accepter ;

ART. 16.

De staat van Belg wordt verloren :

1^o Door hem die uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkrijgt :

Wordt geacht uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkregen te hebben, hij die, haar van rechtswege verkregen hebbende, eene handeling verricht, die noodzakelijk doet veronderstellen dat hij het inzicht heeft ze te aanvaarden ;

Loi en vigueur.

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si celle-ci est également acquise à la femme en vertu de la loi étrangère;

3° Les enfants mineurs non mariés, d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, si, par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

ART. 12 ⁽¹⁾.

L'enfant né à l'étranger d'un Belge, qui lui-même est né à l'étranger, peut toujours décliner la nationalité belge s'il a acquis de plein droit la nationalité étrangère.

ART. 13 ⁽¹⁾.

Celui qui a perdu la qualité Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il n'ait pas cessé de résider en Belgique ou qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi; que, dans les deux cas, il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établit effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte du projet de loi.

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère;

3° La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère.

Toutefois, la femme peut conserver la qualité de belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 20, durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être Belge;

4° Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère ;

2° Door de vrouw die huwt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit, indien zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt ;

3° La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère.

3° Door de vrouw, wier echtgenoot uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt, indien zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt.

Toutefois, la femme peut dans ces deux cas conserver la qualité de belge si elle est Belge d'origine par une déclaration faite dans les formes de l'article 20, durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être Belge ;

In die beide gevallen kan echter de vrouw, indien zij Belg is door herkomst, den staat van Belg behouden door eene verklaring, op de bij artikel 20 bepaalde wijze af te leggen binnen zes maand na den dag, waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn ;

4° Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

4° Door de niet-geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die bij toepassing van dit artikel vreemdeling is geworden en die over hen bewaarrecht uitoefent, indien zij tegelijk met hun vader de vreemde nationaliteit verkregen hebben.

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

ART. 17.

La femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 14, 2°, peut toujours la recouvrer, comme il est dit ci-dessus, après la dissolution du mariage.

La femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 16, 2° et 3°, peut toujours la recouvrer après la dissolution du mariage par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique.

Les enfants qui ont perdu la qualité de Belge par application de l'article 14, 3°, peuvent toujours la recouvrer après l'accomplissement de leur 21^e année, en se conformant aux dispositions de l'article 8.

L'enfant qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16 4°, peut la recouvrer, entre l'âge de 18 ans et l'âge de 22 ans accomplis, par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique. La disposition finale de l'article 7 lui est applicable.

Elles sont inscrites dans des registres soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrite conformément à l'article 8.

ART. 18.

L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir.

ART. 14 (1).

Les enfants mineurs seront admis à faire la déclaration prévue aux articles 6, 7, 8, 9, 12 et 13 dès l'âge de 18 ans accomplis, avec le consentement du père ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et

ART. 19.

Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de dix-huit ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage selon les

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 17.

La femme qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16, 2° et 3°, peut toujours la recouvrer *si elle est Belge d'origine* après la dissolution du mariage par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique.

L'enfant qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16, 4°, peut la recouvrer, entre l'âge de 18 ans et l'âge de 22 ans accomplis, par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique. La disposition finale de l'article 7 lui est applicable.

Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrite conformément à l'article 8.

ART. 18.

L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir.

ART. 19.

Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de dix-huit ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage

ART. 17.

De vrouw, die bij toepassing van artikel 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien altijd terugkomen, *indien zij Belg is door herkomst*, na de ontbinding van het huwelijk door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat zij gedurende één jaar haar gewoon verblijf in België heeft gehad.

Het kind, dat bij toepassing van artikel 16, 4°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien tusschen den vollen leeftijd van 18 en van 22 jaar terugkomen door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat het gedurende één jaar zijn gewoon verblijf in België heeft gehad. De slotbepaling van artikel 7 is op hem toepasselijk.

De krachtens dit artikel afgelegde verklaringen van keuze behoeven de goedkeuring van de rechterlijke macht en het besluit van goedkeuring wordt overeenkomstig artikel 8 overgeschreven.

ART. 18.

Het verkrijgen, verliezen of terugkomen van den staat van Belg, op welken grond dan ook, heeft slechts kracht voor de toekomst.

ART. 19.

Van den leeftijd van ten volle achttien jaar af, zijn de minderjarige kinderen bevoegd om de bij de artikelen 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, met bijstand van de personen, wier toestemming zij behoeven voor

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} du Code civil.

conditions prescrites au chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} du Code civil.

Le consentement du père, de la mère ou des autres ascendants sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'État civil; cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de la Belgique.

ART. 24 (1).

Les déclarations de nationalité seront faites, soit devant l'officier de l'état civil du lieu de résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger.

ART. 20.

Les déclarations prévues aux articles 5 et 16 sont reçues par l'officier de l'État civil de la commune où les intéressés ont leur résidence habituelle; elles sont inscrites soit dans le registre aux actes

(1) Loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

selon les conditions prescrites au chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} du Code civil.

de geldigheid van het huwelijk volgens de in hoofdstuk I van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek voorziene voorwaarden.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'État civil; cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

De toestemming wordt gegeven, hetzij in de verklaringsakte zelve, hetzij bij afzonderlijke akte, door een ambtenaar van den burgerlijken stand te ontvangen; deze afzonderlijke akte moet bij de verklaringsakte worden gevoegd.

ART. 20.

Les déclarations prévues aux articles 3 et 16 sont reçues par l'officier de l'État civil de la commune où les intéressés ont leur résidence habituelle; elles sont inscrites soit dans le registre

ART. 20.

De bij de artikelen 3 en 16 voorziene verklaringen worden ontvangen door den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente, waar de betrokkenen hun gewoon verblijf hebben;

Lois en vigueur.

Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

Texte du projet de loi.

de naissance, soit dans un registre spécial tenu double. L'officier de l'État civil instrumente sans l'assistance de témoins. Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte de naissance.

Il en est de même des agrégations d'option et des transcriptions de naturalisation.

ART. 21.

La qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la personne de celui des auteurs du réclamant, dont la nationalité forme la condition de la sienne.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

ART. 22.

Les articles 1^{er} à 11 de la loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, les articles 1^{er} à 15 de la loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la loi du 1^{er} juin 1911 et l'arrêté-loi du 11 mai 1918, relatifs aux descendants des habitants des parties cédées du royaume, et les articles 3 et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

I. Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

aux actes de naissance, soit dans un registre spécial tenu double. L'officier de l'État civil instrumente sans l'assistance de témoins. Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte naissance.

Il en est de même des agrégations d'option et des transcriptions de naturalisation.

ART. 21.

La qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la personne de celui des auteurs du réclamant, dont la nationalité forme la condition de la sienne.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

ART. 22.

Les articles 1^{er} à 11 de la loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, les articles 1^{er} à 15 de la loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la loi du 1^{er} juin 1911 et l'arrêté-loi du 11 mai 1918, relatifs aux descendants des habitants des parties cédées du royaume, et les articles 3 et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

I. Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent

zij worden overgeschreven in het register der geboorteakten of in een in duplo gehouden bijzonder register. De ambtenaar van den burgerlijken stand treedt op zonder bijstand van getuigen. Van deze verklaringen wordt melding gemaakt op den kant der geboorteakte.

Hetzelfde geldt ten aanzien van de goedkeuring der nationaliteitskeuze en van de overschrijving der naturalisatie.

ART. 21.

De staat van Belg door geboorte is voldoende vastgesteld, indien is bewezen dat de ouder van den verzoeker, van wiens of wier nationaliteit de zijne afhangt, den staat van Belg bezit.

Het bezit van den staat van Belg wordt verkregen door de uitoefening van de rechten die deze staat toekent.

Tegenbewijs is steeds toegelaten.

ART. 22.

De artikelen 1 tot 11 der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, de artikelen 1 tot 15 der wet van 8 Juni 1909 op het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit, de wet van 1 Juni 1911 en het besluit-wet van 11 Mei 1918 betreffende de afstammelingen van de bewoners der afgestane gedeelten van het Rijk en de artikelen 3 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze worden ingetrokken.

Overgangsbepalingen.

I. Gedurende het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, kunnen

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

faire option, pour la nationalité belge, même si elles ont dépassé l'âge de vingt-deux ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie.

Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

II. Les déclarations prévues aux articles 4 et 6 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie se font conformément aux articles 19 et 20 ci-dessus.

III. Les enfants et descendants de tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 19 et 20 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et, pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

IV. § 1^{er}. — Sur la poursuite du Ministère public, et déclaré déchu de

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

faire option, pour la nationalité Belge même si elles ont dépassé l'âge de vingt-deux ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 3 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie.

Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

II. Les déclarations prévues aux articles 4 et 6 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie se font conformément aux articles 19 et 20 ci-dessus.

III. Les enfants et descendants de tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 19 et 20 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

IV. § 1^{er}. — Sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de

de bij de artikelen 4 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze bedoelde personen voor de Belgische nationaliteit opteeren, zelfs wanneer zij den leeftijd van twee en twintig jaar overschreden hebben, bijaldien zij aan de overige, door bovenstaande artikelen 6 en 7 voorgeschreven voorwaarden voldoen.

Hunne keuze wordt eerst van kracht wanneer zij goedgekeurd is overeenkomstig het bepaalde in bovenstaand artikel 8.

II. De bij de artikelen 4 en 6 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze voorziene verklaringen dienen te worden afgelegd overeenkomstig bovenstaande artikelen 19 en 20.

III. De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij naar luid van artikel 1 der wet van 4 Juni 1839 den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn domicilie naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door voor den ambtenaar van den burgerlijken stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring gelden de regelen van bekwaamheid en vorm bepaald bij bovenstaande artikelen 19 en 20. Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop de wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, te rekenen van den dag hunner meerderjarigheid.

IV. § 1. — Op de vervolging van het Openbaar Ministerie wordt van den

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

la qualité de Belge celui qui a manqué grièvement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

§ 2. — L'article 2 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.

§ 3. — L'action en déchéance a lieu devant le tribunal civil de première instance au domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu, de sa dernière résidence. A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut, faute de comparaître, il ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au *Moniteur Belge*; l'opposition de la huitaine à compter de cette publication; ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du code de procédure civile.

§ 4. — L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

§ 5. — Tout jugement de déchéance qui a acquis force de chose jugée est transcrit dans le registre indiqué à

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

la qualité de Belge, *le Belge par option ou par naturalisation* qui a manqué grièvement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

§ 2. — L'article 2 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.

§ 3. — L'action en déchéance se poursuit devant le tribunal civil de première instance au domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu de sa dernière résidence. A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut, il ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au *Moniteur Belge*; l'opposition ne sera plus recevable après l'expiration de la huitaine à compter de cette publication; ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du code de procédure civile.

§ 4. — L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

§ 5. — Tout jugement de déchéance qui a acquis force de chose jugée est transcrit dans le registre indiqué à l'ar-

staat van Belg vervallen verklaard *de Belg door keuze of door naturalisatie* die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is.

§ 2. — Artikel 2 der wet van 12 Februari 1897 op de vreemdelingen is niet toepasselijk op hen die met vervallenverklaring worden gestraft.

§ 3. — De vordering tot vervallenverklaring wordt *vervolgd* bij de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg der woonplaats van den verweerder, of, bij gebreke aan eene gekende woonplaats, bij die zijner laatste verblijfplaats. Bij gebreke aan een gekende woon- of verblijfplaats in België, is de rechtbank van eersten aanleg te Brussel bevoegd.

Het vonnis is voor hooger beroep vatbaar.

Het vonnis of het arrest, wanneer het bij verstek wordt gewezen, beveelt dat het, na zijne beteekening, zal bekendgemaakt worden in twee dagbladen van de provincie en in het *Staatsblad*; verzet is niet meer toegelaten na afloop van acht dagen te rekenen van den dag der bekendmaking, welke termijn, zoo daartoe termen zijn, overeenkomstig artikel 1033 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt verlengd.

§ 4. — De rechtsvordering tot vervallenverklaring kan niet later dan drie jaar na het in werking treden dezer wet ingesteld worden.

§ 5. — Elk vonnis tot vervallenverklaring, dat kracht van gewijsde heeft verkregen, wordt in het bij artikel 20

Lois en vigueur.

Texte du projet de loi.

l'article 20. Il en est fait mention en marge de l'acte de naissance.

La déchéance n'a d'effet que du jour de la transcription.

Celle-ci est publiée par extrait au *Moniteur Belge*.

§ 6. — La femme du Belge déchu peut décliner la nationalité Belge dans le délai d'un an à partir du jour de la transcription de la déchéance; si elle est mineure, le délai ne commence à courir qu'à partir de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai. Les enfants mineurs sont admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la présente loi.

Les renoncations de nationalité sont faites dans les formes déterminées par l'article 20 de la présente loi.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

tielle 20. Il en est fait mention en marge de l'acte naissance, de l'acte d'option ou de l'acte de naturalisation.

La déchéance n'a d'effet que du jour de la transcription.

Celle-ci est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 6. — La femme du Belge déchu peut décliner la nationalité belge dans le délai d'un an à partir du jour de la transcription de la déchéance; si elle est mineure, le délai ne commence à courir qu'à partir de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai. Les enfants mineurs sont admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la présente loi.

Les renoncations de nationalité sont faites dans les formes déterminées par l'article 20 de la présente loi.

bedoelde register overgeschreven. Er wordt melding van gemaakt op den kant der geboorteakte, der akte van keuze en der akte van naturalisatie,

De vervallenverklaring heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Deze wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. — De vrouw van den vervallenverklaarden Belg kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen den tijd van een jaar te rekenen van den dag der vervallenverklaring; is zij minderjarig, dan gaat die termijn eerst in met hare meerderjarigheid.

Dezelfde bevoegdheid wordt aan de kinderen toegekend binnen denzelfden termijn. De minderjarige kinderen kunnen, vanaf den leeftijd van ten volle 18 jaar, de Belgische nationaliteit afwijzen in de bij artikel 19 dezer wet bepaalde voorwaarden.

De nationaliteitsafwijzing geschiedt op de bij artikel 20 dezer wet bepaalde wijze.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1921.

- 1° Wetsontwerp betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg en de ontzetting van zekere burgerlijke en politieke rechten ⁽¹⁾.
- 2° Wetsontwerp betreffende het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit ⁽²⁾.
-

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽³⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRARD.

MIJNE HEEREN,

In de Memorie van Toelichting van het ontwerp, dat geworden is de voorlopige wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskenze, had de Minister van Justitie er op gewezen, hoe dringend noodig eene herziening van de wetten op de inboorlingschap was.

Toen de Raad voor Wetgeving, die de zaak te onderzoeken had, de vraag stelde of zijne taak zich bepaalde bij de herziening der wet van 1919 of ook moest ontvatten die der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, alsmede het onderzoek van de bepalingen betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg, antwoordde de Minister dat het hem wenschelijk voorkwam dat het ontwerp de nationaliteitsquaestie in haar geheel zou omvatten, namelijk de inboorlingschap, de naturalisatie en ook de vervallenverklaring van den staat van Belg, waarover reeds een ontwerp door de Regeering werd ingediend op 2 Juli 1919 en 13 Januari 1920.

Na het volcindigen van zijne taak overhandigde de Raad aan den Minister een verslag van de heeren Galopin, professor aan de Universiteit te Luik, en Morelle, raadsheer in het Hof van Beroep te Brussel, waarbij een volledig voorontwerp op de zaak was gevoegd.

(1) Wetsontwerp, n° 38 (zittingsjaar 1919-1920).

(2) Wetsontwerp, n° 440 (zittingsjaar 1919-1920).

(3) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren TSCHOFFEN, PIRARD, DU BUS DE WARNAFFE, VAN REMOORTEL, DE SELYS LONGCHAMPS en DRÈZE.

Dit voorontwerp is geworden het wetsontwerp, dat ons thans is voorgelegd.

* * *

Het verslag, dat aan het ontwerp voorafgaat, bevat vooreerst beschouwingen van algemeenen aard, waarbij worden uiteengezet de beginselen, waarop de opstellers steunden : opheffing van het beginsel van het *jus soli*, openbaarmaking van het verzoek om nationaliteitskeuze en noodzakelijkheid van dezer inwilliging door de Belgische overheid, weigering van elke optieverklaring of verzoek om naturalisatie uitgaande van een vreemdeling, in wiens land de wet toelaat zijne nationaliteit te behouden zelfs wanneer men eene andere nationaliteit verkrijgt, eerbiediging van het beginsel der individueele vrijheid, krachtens hetwelk niemand kan gedwongen worden tegen zijn wil in de Natie opgenomen te worden of daarin te blijven, bekommerning om zooveel mogelijk de eenheid van nationaliteit te behouden aan het gezin en eveneens zooveel mogelijk te beletten dat een en dezelfde persoon meer dan ééne nationaliteit bezitte.

De Middenafdeeling schenkt hare volle goedkeuring aan deze beginselen; de enkele aanmerkingen, waartoe het wetsontwerp aanleiding gaf, betreffen niet deze beginselen zelf, doch alleen de bijzondere toepassingen die daaraan worden gegeven in de teksten, aan de Kamer tot onderzoek voorgelegd.

Beknopt zetten wij die hierna uiteen :

Het eerste artikel van het ontwerp heeft betrekking op de wettige kinderen en op de kinderen, in België geboren uit wettelijk onbekende ouders.

Geboren Belg zijn, volgens het ontwerp :

1^o Het wettig kind geboren, zelfs in een vreemd land, uit een vader die tijdens de geboorte Belg was ;

2^o Het wettig nageboren kind, zelfs in een vreemd land uit eene Belgische moeder geboren ;

3^o Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

Deze tekst is gedeeltelijk de herhaling van de artikelen 1 en 4 der wet van 8 Juni 1909.

De Afdeeling keurt dien tekst goed, wat betreft de eerste en de derde bepaling. De tweede meent zij integendeel niet te kunnen aannemen. Het nageboren wettig kind, zoon van een vreemdeling, doch geboren uit eene Belgische moeder in het buitenland, zal meestal in den vreemde worden grootgebracht. Het zal zich, in dit geval, aanpassen aan zijn land van herkomst, aan dezes taal, zeden en instellingen. Het zou onvoorzichtig zijn, aan dit kind den staat van Belg van rechtswege toe te kennen. Dit is evenwel slechts een vermoeden, dat terecht niet zou mogen gelden wanneer dit kind, meerderjarig geworden, uitdrukkelijk den wensch deed kennen, Belg te worden. Het laten blijken van dit voornemen zou billijkerwijze doen veronderstellen dat het door zijne moeder werd opgevoed

in een geest van genegenheid voor onze nationaliteit en met de hoop dat haar kind die nationaliteit eens zou verkrijgen.

De Middenafdeeling neemt dan ook aan, dat aan dit kind het recht wordt voorbehouden, later bij keuze den staat van Belg te bekomen. N° 2° van artikel 6 verleent hem overigens die bevoegdheid; de tekst van dit artikel is gesteld in zoo algemeene bewoordingen dat hij toepasselijk is op zijn geval.

Wat zal er echter geworden van dit wettig nageboren kind, zoo het in België werd geboren (uit eene Belgische moeder en een vreemden vader)? Zelfs in dit geval schijnt het ons billijk dat hem het recht van keuze voorbehouden blijve, zonder hem nochtans den staat van Belg van rechtswege te verleenen. De omstandigheden — bij voorbeeld, het overlijden van de moeder — kunnen medebrengen dat het kind in den vreemde, in zijne familie van vaderszijde wordt opgevoed. In dat geval zal zijne verstandelijke en zedelijke opleiding ook deze vreemde invloeden ondergaan. Bijgevolg schijnt het billijk, dat hem de Belgische nationaliteit slechts wordt verleend, wanneer hij nadrukkelijk verklaart zulks te verlangen.

Om die redenen is de Middenafdeeling van gevoelen, dat het wettig nageboren kind, uit een vreemden vader en eene Belgische moeder geboren, hetzij in den vreemde, hetzij in België, niet van rechtswege Belg zijn kan en slechts door keuze Belg worden kan.

Zij stelt dus voor, n° 2° van artikel 1 eenvoudig te doen wegvallen.

Artikel 4 der wet van 1909, dat door het onderhavig artikel gedeeltelijk wordt overgenomen, verleende ook den staat van Belg aan de kinderen, in België geboren *uit ouders van onbepaalde nationaliteit*. Het thans behandeld ontwerp neemt dezen tekst niet over; in geen enkele zijner bepalingen is er sprake van de personen zonder nationaliteit. De « Heimattlosat » is nochtans een feitelijke toestand, waarmede de wetgever rekening houden moet. Blijkbaar is het eene zaak van openbaar belang daaraan een eind te stellen, wanneer dit zonder bezwaar mogelijk is. De Commissie meent dat het billijk ware, insgelijks aan de kinderen der « heimatloss » de mogelijkheid te verleenen om de Belgische nationaliteit door keuze te verkrijgen.

Te dien einde stelt zij voor, aan artikel 6 een n° 3° toe te voegen, luidende :

« Het kind in België geboren uit ouders die niet tot een bepaalde nationaliteit behooren. »

Overigens, tegen de opwerpingen die mochten aangevoerd worden op grond van het feit, dat die kinderen, ofschoon in België geboren, later zouden kunnen opgevoed geweest zijn in den vreemde, in het land van herkomst hunner ouders kunnen wij inbrengen dat artikel 7 de ontvankelijkheid der keuze afhankelijk stelt van een gewoon verblijf in België vanaf den leeftijd van 14 jaar tot dien van volle 18 jaar en gedurende het jaar dat aan de verklaring van optie voorafgaat. Het werkelijk verblijf in België van 14 tot 18 jaar, dus gedurende den leeftijd dat de omgeving en de opleiding hunnen duurzaamsten indruk prenten op de jongelieden, is, wanneer zich daarbij voegt eene nadrukkelijke verklaring van het voornemen Belg te willen worden, een voldoende bewijs van gehechtheid

aan onze nationaliteit; men kan zich dus geruststellen aangaande de oprechtheid der gevoelens van hen, die op deze wijze willen gebruik maken van de bevoegdheid tot optie.

Het dient niet te worden gezegd, dat deze aanmerkingen ook gelden voor het nageboren kind uit een vreemdeling en eene Belgische moeder, dat nochtans gedurende zekeren tijd in den vreemde zou opgevoed zijn. Om gebruik te maken van de bevoegdheid tot optie, zou ook dit kind, vermits het een algemeen vereischte geldt, in België moeten verbleven hebben vanaf 14 tot ten volle 18 jaar en gedurende het jaar dat aan de optie voorafgaat. Om dezelfde redenen zou zijne verklaring Belg te willen worden voldoende waarborgen van oprechtheid verschaffen.

Artikel 2 handelt over het geval van het niet gewettigd natuurlijk kind. Dit artikel stelt het beginsel, dat het natuurlijk kind, waarvan de afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is vastgesteld, den staat volgt, dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat, en dat, zoo dit vonnis eerst na het overlijden der moeder wordt gewezen, het kind den staat volgt, dien de moeder bezat tijdens haar overlijden. Hier is dus sprake van de afstamming van moederszijde.

Doch het kan ook wel gebeuren dat de afstamming van vaderszijde wettelijk vastgesteld zij. Welke van beide moet dan worden in acht genomen? Door den tekst wordt het vraagstuk opgelost, zooals het reeds werd opgelost door alinea 2 van artikel 2 der wet van 8 Juni 1909, waar hij bepaalt, dat het kind alleen dan den staat van zijn vader volgt, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmee samengaat. Ofschoon de Afdeeling deze bepaling aanneemt, stelt zij niettemin voor, deze in een bevestigenden vorm uit te drukken en ze te doen luiden : « Het volgt den staat van zijn vader, wanneer.... »

Door artikel 3 wordt ten slotte de staat vastgesteld van het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt.

Dit kind volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is ofwel onderdaan van eene natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

Door artikel 3 der wet van 1909 werd bepaald, dat het tijdstip der verwekking, boven dat der geboorte, in aanmerking kwam, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, ten gevolge had den staat van Belg aan het kind te doen toekennen.

De wetgever van 1909 beschouwde dezen staat terecht als eene gunst en, naar de spreuk, krachtens welke het verwekte kind als geboren wordt aangezien, indien zulks zijn belang is, verklaarde hij dit kind Belg, zelfs wanneer zijne ouders, nog Belg zijnde op het vermoedelijk tijdstip der verwekking, vreemdeling waren geworden binnen de tijdruimte verlopen tussehen het tijdstip der verwekking en dit der geboorte.

Deze tekst wordt door het ontwerp niet overgenomen. De stellers daarvan waren van gevoelen, dat er geene reden bestaat om aan een kind eene nationaliteit te verleenen, welke de vader pas heeft verloren of waarvan hij heeft afge-

zien. Vengt integendeel het belang van het kind niet dat het de nationaliteit van zijn vader volgt? Mocht men een tekst behouden welke daarover anders beslist, zou men dan, anderdeels, deze dualiteit van nationaliteiten in eene en dezelfde familie niet bevorderen, dualiteit welke terecht heden ten dage voor zoo noodlottig wordt gehouden en welke men bijgevolg, telkens als het mogelijk is, moet trachten te weren? De bepaling, welke tot dit bezwaar aanleiding gaf, vervalt dus uit onze wetgeving.

Artikel 4 van het ontwerp stelt de nationaliteit vast van de vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier man Belg wordt door keuze. Deze vrouw volgt den staat van haren man. Artikel 5 der wet van 1909 verleende de Belgische nationaliteit aan de vreemdelinge, wier man Belg werd, op welke wijze ook hij onze nationaliteit verkreeg. De nieuwe tekst verleent haar die nationaliteit slechts ingeval de man de nationaliteit verkrijgt door keuze, niet wanneer hij ze verkrijgt door naturalisatie. Dit onderscheid wordt door de volgende beschouwing gebillijkt: wanneer eene vreemdelinge huwt met een Belg, weet zij vooraf dat zij door haar huwelijk zelf, van rechtswege, krachtens onze wetgeving, de nationaliteit van haren man verkrijgt.

Hare toestemming in het huwelijk is eene vrijwillige instemming met eene nieuwe nationaliteit. Wanneer zij huwt met een vreemdeling die, krachtens onze wetten, door keuze de Belgische nationaliteit kan verkrijgen, weet zij dat het van den wil van haren man afhangt, wanneer hij van die toelating gebruik maakt, haar eene andere nationaliteit op te dragen. Dit is echter niet meer zóó, wanneer de man Belg wordt door naturalisatie. Zij wordt niet meer geacht eene verandering van nationaliteit te hebben voorzien en stilzwijgend vooraf te hebben aangenomen. Derhalve is het niet aan te nemen, in een tijd waar men steeds meer er naar streeft, de persoonlijkheid der vrouw te eerbiedigen in de handelingen van het burgerlijk leven, dat de man, door eene beslissing die slechts van hem uitgaat, haar wellicht tegen haar dank eene verandering van nationaliteit kunne opleggen.

Volgt daaruit dat de vrouw noodzakelijk, ingeval haar echtgenoot genaturaliseerd wordt, de vreemde nationaliteit moet behouden? Voorzeker neen! Overigens, die dualiteit van nationaliteit in een en hetzelfde gezin brengt te veel bezwaren mede opdat men niet zou trachten ze te verhelpen. Ook vereenvoudigt het wetsontwerp, zooals wij verder bij artikel 13 zullen zien, op aanzienlijke wijze de formaliteiten en voorwaarden van deze naturalisatie voor de vrouw die, tegelijkertijd als haar man, de Belgische naturalisatie wenscht te verkrijgen.

Welke zal, voor den vreemdeling die het bewaarrecht op zijne kinderen heeft en die den staat van Belg vrijwillig verkrijgt of terugbekomt, de staat zijn van zijne niet geëmancipeerde minderjarige kinderen? Het is klaar dat hier geen onderscheid meer moet gemaakt worden tusschen optie en naturalisatie. Die kinderen zullen Belgen worden. Het is echter mogelijk dat die kinderen er ernstig belang bij hebben, hunne nationaliteit van herkomst te behouden. De vader kan dit belang vrijwaren door hen te emancipeeren, zoo zij den vereischten leeftijd hebben bereikt. Zijn zij te jong om geëmancipeerd te worden, dan zullen zij, tot zij den leeftijd van volle twee en twintig jaar hebben bereikt, het recht behouden

om van de Belgische nationaliteit af te zien door eene verklaring afgelegd op de wijze bepaald bij een volgend artikel. Dit wordt bij artikel 5 geregeld.

Dit zijn de vereischten tot het verkrijgen van den staat van Belg, anders dan door optie of naturalisatie.

* * *

De artikelen 6 tot 8 van het ontwerp handelen over de voorwaarden der optie en van dezer vormvereischten.

Artikel 6 laat tot de optie toe :

1^o Het kind in België geboren ;

2^o Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders, van wie er één sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België had, of uit ouders, van wie er één den staat van Belg heeft bezeten.

De Middenafdeeling stelt voor, zooals wij reeds zegden, daarbij te voegen :

3^o Het kind in België geboren uit ouders die niet tot een bepaalde nationaliteit behooren

Daarentegen meent zij, voor het kind in den vreemde geboren, de bevoegdheid tot optie te moeten beperken tot het eenig geval, dat één zijner ouders den staat van Belg heeft bezeten. Te dien einde stelt zij voor, in n^o 2 van artikel 6 van het ontwerp de woorden : « van wie er één sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België had, of uit ouders ... » te doen wegvallen.

Wij hebben de redenen van deze wijziging doen kennen.

Artikel 7 vult artikel 6 aan door de ontvankelijkheid der optie eerst afhankelijk te maken van de uitdrukkelijke voorwaarde, dat de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, niet toelate zich het behoud van zijne nationaliteit te doen toekennen, al verkrijgt hij er eene nieuwe.

Verder (bij art. 12) zullen wij zien dat het ontwerp de ontvankelijkheid van een verzoek om naturalisatie afhankelijk stelt van dezelfde voorwaarde.

Doch artikel 7, na de gevallen te hebben opgesomd waarbij een kind door optie den staat van Belg kan verkrijgen, duidt aan wat er vereischt wordt om van die bevoegdheid te kunnen gebruik maken, namelijk, zooals wij het terloops hooger zegden, het gewone verblijf in België van 14 tot 18 jaar, alsmede gedurende het jaar vóór de optieverklaring en, bovendien, de noodzakelijkheid, voor den belanghebbende, deze verklaring af te leggen vóórdát hij zijn volle twee en twintig jaar heeft bereikt.

Een bijzondere alinea bepaalt evenwel dat voor het kind, geboren uit vreemde ouders waarvan een van beide den staat van Belg heeft bezeten, slechts het jaar vóór de optie als voorwaarde van verblijf wordt geëischt.

Hier dient opgemerkt te worden, dunkt ons, dat de wet het *verblijf* eischt, dit wil zeggen het werkelijk wonen, en zich niet tevreden stelt met de eenvoudige woonplaats die in rechten kan bestaan zonder daarom altijd gelijk te zijn met het werkelijk wonen.

De Middenafdeeling meent aan de Kamer te moeten voorstellen, artikel 7 van

het ontwerp in drie artikelen te splitsen; het eigenlijke artikel 7 dat enkel het eerste lid van den tekst van het ontwerp zou omvatten, artikel 7^{bis} dat, met de opsomming van de voorwaarden van ontvankelijkheid der optie, de vijf volgende alinea's zou omvatten, en artikel 7^{ter} betreffende het geval, waarbij een belanghebbende kan ontheven worden van de vervallenverklaring wegens het niet afleggen van zijn optieverklaring binnen den voorgeschreven termijn.

Het volstaat echter niet dat een persoon, die voldoet aan de voorwaarden gesteld voor de optie, werkelijk zijn keuze heeft gedaan, om den staat van Belg van rechtswege te bezitten. Die voorwaarden kunnen enkel de optie ontvankelijk maken. Zij dient nu nog ingewilligd te worden door de Belgische overheid. En eene heele regeling wordt daartoe voorgeschreven bij artikel 8 van het ontwerp, dat op dit gebied ronduit afbreekt met de regeling van de vroegere wetten, volgens welke, was er eenmaal voldaan aan de voorwaarden voor de optie, een eenvoudige verklaring van den belanghebbende aan den bevoegden ambtenaar volstond om de verandering van nationaliteit te voltrekken.

Die regeling, bepaald bij artikel 8, kan beknopt samengevat worden als volgt : de verklaring van optie wordt gedaan bij akte opgemaakt ten parkette van de rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de aangever zijn gewoon verblijf heeft. De Procureur des Konings maakt ze openbaar door plakbrieven en inlashingen in een dagblad van de provincie, gaat daarna over tot een onderzoek waarvan de uitslagen worden medegedeeld aan den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg die, de belanghebbende vooraf gehoord of opgeroepen, over de inwilliging van de optie uitspraak doet bij eene beslissing die hij niet met redenen moet omkleeden. De aangever en de Procureur des Konings kunnen in beroep komen binnen veertien dagen na de beteekening van deze beslissing; het beroep wordt aangebracht voor den eersten voorzitter van het Hof van Beroep dat, na advies van den Procureur-Generaal, de belanghebbende gehoord of opgeroepen, in hoogsten aanleg uitspraak doet.

Dit stelsel heeft aanleiding gegeven tot ernstige bemerkingen.

Het blijkt vooreerst niet voldoende te zeggen dat de verklaring van optie moet gedaan worden ten Parkette. Het geldt hier eene te gewichtige handeling, wanneer men de gevolgen er van beschouwt en wanneer men bedenkt dat zij noodzakelijkerwijze moet verricht worden binnen zekere termijnen, om niet te eischen, ten einde aan die akte authenticiteit te verleenen, dat het hoofd van het Parket zelf optrede op het oogenblik der voltrekking.

Daarom stelt de Middenafdeeling voor, den eersten zin van artikel 8 van het ontwerp te doen luiden : « De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan ten Parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats, waar de aangever zijn gewone verblijfplaats heeft, en daarvan wordt akte opgemaakt door den procureur des Konings. »

Anderzijds achtte de Middenafdeeling het niet aannemelijk, dat krachtens artikel 8 slechts een louter administratieve rol wordt opgedragen aan de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der hoven van beroep, leden van de rechterlijke orde.

Inderdaad, wanneer men deze magistraten er van ontslaat hunne beslissingen met redenen te omkleeden, wat krachtens artikel 97 der Grondwet tot elk vonnis

behoort, ontnemt men aan hun optreden, bij de te volgen regelen voor de nationaliteitskeuze, het rechterlijk karakter, men maakt daarvan in zekeren zin eene loutere formaliteit. Voorzeker zal de voorzitter, na de wettelijkheid der ingebrachte stukken en de nauwkeurigheid der nageleefde formaliteiten te hebben onderzocht, moeten nagaan of de belanghebbende, volgens de uitkomsten van het onderzoek, al of niet waardig blijkt te zijn Belg te worden, en, zoo niet, de optie moeten afwijzen. Daar hij echter geen uitspraak kan doen zonder redenen, waarom deze redenen dan niet uitgedrukt in zijn vonnis?

De Memorie van Toelichting van het ontwerp geeft daarvan de volgende verklaring : Die magistraat mag niet gedwongen worden feiten aan te geven, die niet gerechtelijk zijn vastgesteld, maar die wel volstaan om de aanvraag af te wijzen.

De Middenafdeeling kan zich bij die verklaring niet neerleggen. De redenen, die het aannemen of het verwerpen van eene optieaanvraag billijken, moeten, indien zij gegrond zijn, kunnen uitgedrukt worden.

En bovendien, hoe is het mogelijk in beroep te komen van eene beslissing, die niet klaar en uitdrukkelijk met redenen is omkleed?

Het is waar dat de indieners van het ontwerp de strengheid van dit stelsel een weinig verzachten, waar zij doen opmerken dat er geen sprake kan van zijn, aan het verwerpen van eene optie het gezag van het gewijsde te hechten. Niets zou beletten dat hij, die er niet in gelukte zijne aanvraag in het begin van den wettelijken termijn te doen inwilligen, ze later opnieuw zou indienen, na nieuwe blijken van gehechtheid aan ons vaderland te hebben gegeven. Maar wanneer de termijn verstrekt is? En kan men waarachtig kenmerkende bewijzen van deze gehechtheid verwachten van jongens die nog niet twee en twintig jaar oud zijn? Is het eenvoudige feit van de keuze, samen met de werkelijke verblijfplaats in het land gedurende den wettelijk vereischten tijd, niet een voldoende bewijs dezer gehechtheid?

De Middenafdeeling meent dus dat de beslissing moet met redenen omkleed worden. Bij wijze van amendement stelt zij voor, in het tweede lid van artikel 8 de woorden : « *De beslissing wordt niet met redenen omkleed* » te vervangen door de woorden : « *De beslissing wordt met redenen omkleed* ».

Anderzijds, om niet den samenhang te verbreken van eene wetgeving, volgens dewelke de voorzitter van eene rechtbank nooit alleen einduitspraak doet, meent zij dat aan de rechtbank zelf de macht tot inwilliging, die het ontwerp aan den voorzitter alleen toekent, dient te worden verleend. Daartoe stelt zij voor, in het tweede en het derde lid van artikel 8, de woorden : « *De voorzitter der rechtbank* » te vervangen door « *De rechtbank* », en, in het derde lid, de woorden « *tot den eersten voorzitter van het Hof van beroep* », te vervangen door : « *het Hof van beroep* » en de woorden « *Deze* » te vervangen door « *Dit Hof* ».

Eindelijk is zij van gevoelen dat, bijaldien men wil dat de beslissing, hetzij van den voorzitter, hetzij van de rechtbank, met redenen moet omkleed zijn, het noodig is aan de rechterlijke overheid, welke moet uitspraak doen, de hoofdzakelijke wenken te geven tot het volbrengen harer zending. De aangevers moeten voldoen aan vereischten van zedelijkheid, in den ruimen zin van het woord, en van gehechtheid aan België; ook moet het vonnis melding maken van hun vorig

gedrag in het dubbel opzicht van zedelijkheid en nationalisme. De Middenafdeeling stelt voor, in artikel 8, na het amendement : « De beslissing is met redenen omkleed », de woorden in te lusschen : « de rechters moeten wijzen op de zedelijkheid van den aangever en op de omstandigheden, welke zijne gehechtheid aan de Belgische nationaliteit doen vermoeden ».

...

De artikelen 9 tot 15 van het ontwerp handelen over de naturalisatie.

Uit artikel 9 blijkt dat de politieke en burgerlijke gevolgen der Staatsnaturalisatie, eenerzijds, en der gewone naturalisatie, anderzijds, onderscheidenlijk dezelfde zullen zijn als onder het beheer der wet van 6 Augustus 1881.

Artikel 10, dat de vereischten vermeldt tot het bekomen van de Staatsnaturalisatie, vergt niet meer dat de belanghebbende gehuwd zij of een of meer kinderen uit zijn huwelijk hebbe behouden, doch het vermindert van tien op vijf jaar den duur van het vereischte verblijf voor hem die zich in het geval bevindt, zooals dit reeds gedaan werd in het tweede lid van artikel 2 der wet van 1881. Doch in elk geval, moet het een gewone verblijfplaats zijn op het oogenblik dat de naturalisatie wordt aangevraagd. Het ontwerp vervangt de woorden der wet van 1881 : « in België hebben verbleven », door de woorden : « zijne gewone verblijfplaats in België... hebben ». Er wordt dus een huidig feit vereischt en dit is wel degelijk een waarborg of een vermoeden van meer gehechtheid aan ons land.

De Middenafdeeling is anderzijds van gevoelen dat aan de vrouw van vreemde herkomst die een Belg heeft gehuwd, het voordeel dient te worden verleend van de vermindering van den verblijfstermijn, welke voor de Staatsnationalisatie wordt vereischt. Zij stelt dienvolgens voor, artikel 10 aan te vullen door in 2°, na de woorden « meer nakomelingen heeft » toe te voegen de woorden : « Alsmede voor de vrouw van vreemde herkomst die met een Belg is gehuwd ».

De bij artikel 11 bepaalde vereischten voor de gewone naturalisatie, — twee-entwintig jaar en vijf jaar verblijf — blijven dezelfde als in artikel 3 der wet van 1881, doch ook hier vereischt het ontwerp dat het gewoon verblijf een werkelijk feit zij, en het vermindert dezen verblijfstermijn tot op twee jaar voor den vreemde die is gehuwd met eene vrouw van Belgische herkomst of die, weduwnaar of uit den echt gescheiden, uit zijn huwelijk één of meer nakomelingen heeft.

Artikel 12 stelt, evenals artikel 7 het gedaan heeft, voor de optie, de ontvankeelijkheid van elk verzoek om nationalisatie afhankelijk van de uitdrukkelijke voorwaarde, dat de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, dezen niet toelate machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit, ofschoon hij er een nieuwe verkrijgt.

Onzes dunks behoeft men geenszins nadruk te leggen op de gewichtigheid dezer bepaling die, zooals artikel 7, er naar streeft om het getijktijdig bezit van onderscheidene nationaliteiten te weren; dit werd toegelaten door de Deutsche wet van 22 Juli 1913, gekend onder den naam van Wet-Delbrück, en aldus was een Duitscher, die de Belgische naturalisatie had bekomen, niettemin vrij zijne nationaliteit van herkomst te bewaren, en wel buiten kennis van de overheden van het land dat hem pas als burger had opgenomen.

Ten slotte wordt door artikel 13, terecht naar onze meening, de vrouw, die

samen met haar man om naturalisatie verzoekt, ontslagen van de vereischten van leeftijd en van verblijf, welke zijn gesteld hetzij om de groote naturalisatie hetzij om de gewone naturalisatie te bekomen; hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken. Het is klaarblijkend eene vergissing dat er in het tweede lid van dit artikel 13 sprake is van « groote naturalisatie » hier dient men te lezen « de naturalisatie », kortweg.

Deze tekst heeft ten doel, zooveel mogelijk, de eenheid van nationaliteit in het gezin te handhaven door de gezamenlijke veranderingen van nationaliteit te vergemakkelijken.

Wat meer inzonderheid de vrouw betreft, konden wij in artikel 4 lezen dat, wanneer haar man Belg wordt door nationaliteitskeuze, zij ook door dit feit zelf de Belgische nationaliteit verkrijgt; immers, vermits de man dit recht van keuze bezat uit hoofde zelf van de omstandigheden zijner geboorte, moest of kon zij de mogelijkheid van deze keuze voorzien, en door haar huwelijk zelf, heeft zij feitelijk de gevolgen daarvan betreffende hare eigene nationaliteit vooraf aangenomen. Zooals wij deden opmerken, geldt hetzelfde niet in geval van naturalisatie van den man; redelijkerwijs mag men niet onderstellen dat de vrouw deze naturalisatie heeft moeten voorzien, en men heeft niet kunnen aannemen dat, door deze daad van eenzijdige wilsuiting, de man aan zijne vrouw eene verandering van nationaliteit kon opdringen, wanneer deze hare nationaliteit van herkomst wellicht wenschte te behouden. Doch indien, bij deze gelegenheid, de vrouw haar verlangen te kennen geeft, den staat van haren man te volgen, dan moet, onzes inziens, de wetgever, om in een en hetzelfde gezin deze verscheidenheid van nationaliteit te weren, welke tot menig bezwaar aanleiding geeft, haar het verkrijgen van den staat van Belg door naturalisatie vergemakkelijken.

Deze beschouwingen billijken en rechtvaardigen de eerste alinea van artikel 13 van het wetsontwerp.

In denzelfden geest, namelijk om de eenmaking van nationaliteit in het gezin te vergemakkelijken, werd de tweede alinea van artikel 13, betreffende de kinderen, opgevat. Deze tekst vergemakkelijkt de naturalisatie, waarvan sprake, slechts voor de meerderjarige of geëmancipeerde kinderen. De minderjarige kinderen van den genaturaliseerde worden, krachtens artikel 5, Belg tegelijkertijd als hun vader.

De artikelen 14 en 15 van het ontwerp, betreffende de vormvereischten voor de naturalisatie, geven niet aanleiding tot eenige aanmerking.

*
*
*

Artikel 16 bepaalt de gevallen, waarin de hoedanigheid van Belg wordt verloren. Gedeeltelijk worden de bepalingen van artikel 11 der wet van 1919 daarin overgenomen, doch met aanvulling van den tekst en eene ruimere toepassing daarvan.

De hoedanigheid van Belg wordt vooreerst optrokken aan hem die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verkrijgt; deze bepaling steunt overeen met nummer 1^o van artikel 11 der bestaande wet. Doch terecht stelt het — en dit wordt er zeer gelegen bijgevoegd — de vrijwillige verkrijging van een vreemde nationaliteit

gelijk met het feit, eene handeling te verrichten, na ze van rechtswege te hebben verkregen, die noodwendigerwijze het voornemen onderstelt ze te aanvaarden.

Eveneens doet het de vrouw de nationaliteit verliezen, wanneer zij een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit huwt indien zij de nationaliteit van haar man verkrijgt krachtens de vreemde wet; dit geldt eveneens voor de vrouw waarvan de man eene vreemde nationaliteit vrijwillig verkrijgt, wanneer zij krachtens de vreemde wet, in zulk geval, den staat van haar man volgt.

Het voegt er bij dat de vrouw echter de hoedanigheid van Belg behouden kan door eene verklaring, af te leggen op de wijze bepaald bij artikel 20, binnen zes maand na den dag waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn.

Deze laatste bepaling gaf aanleiding tot twee opmerkingen. De Middenafdeeling is vooreerst van oordeel, dat nader dient bepaald te worden of die bevoegdheid de nationaliteit van Belg te behouden, voorbehouden is aan de vrouw in de twee gevallen, huwelijk met een vreemdeling of verkrijging voor den man van eene vreemde nationaliteit, na het huwelijk. Zij besluit in bevestigenden zin en stelt daarom voor, in de wet na de woorden « De vrouw kan echter » en vóór de woorden « den staat van Belg behouden », de woorden « in deze twee gevallen », te voegen.

Anderzijds stelt de Middenafdeeling voor, deze bevoegdheid te beperken tot het geval dat de vrouw van Belgische herkomst is. Deze beperking kan nuttig zijn wanneer het geldt eene door huwelijk Belg geworden vreemdelinge, wier man later eene vreemde nationaliteit zou verkrijgen. Welke reden zou er, in dit geval, nog bestaan om eene vrouw in 't bezit te laten van eene nationaliteit welke zij enkel bezit op grond van haar huwelijk met een man die juist van deze nationaliteit afziet? Dat zou kunnen leiden tot eene berekende verstandhouding tussehen man en vrouw en tevens tot ernstige misbruiken. Om dit te voorkomen, meent de Middenafdeeling dat men in den tekst, na de woorden « den staat van Belg behouden », zou moeten inlassen: « indien zij Belg van herkomst is ».

Krachtens n° 4° van artikel 16 verliezen ook de hoedanigheid van Belg de niet geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die vreemdeling is geworden bij toepassing van n° 1° van dien tekst, indien zij de vreemde nationaliteit hebben verkregen tegelijk met hun vader. Dit is nagenoeg de herhaling van n° 3° van artikel 14 der wet van 1909; wij zeggen « nagenoeg », want de nieuwe tekst wijkt van dien van de wet van 1909 op twee punten af. Eenerzijds vervangt het de woorden : « de niet gehuwde minderjarige kinderen » der wet van 1909 door de woorden : « niet geëmancipeerde minderjarige kinderen ». Deze wijziging is betrekkelijk van weinig belang; zij is overigens gewettigd. Doch anderzijds, en dit is eene gewichtigere wijziging, doet zij deze kinderen de hoedanigheid van Belg slechts dan verliezen wanneer de vader over hen het bewaarrecht uitoefent. Het is de toepassing van een der beginselen die aan de nieuwe wet ten grondslag liggen : in de eerste plaats rekening houden, waar het geldt de nationaliteit van een kind vast te stellen, met den staat van hem die, belast met zijn opvoeding, het meest bijbrengt tot zijn verstandelijke en zedelijke opleiding, eene taak die over 't algemeen slechts diegene op zich neemt, wien het bewaarrecht over het kind is toevertrouwd.

Artikel 17 verklaart onder welke omstandigheden de vrouw, die bij toepassing van artikel 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, en het kind, dat dezen staat heeft verloren bij toepassing van artikel 16, 4°, deze hoedanigheid kunnen terugbekomen. De eenige aanmerking op dezen tekst is nogmaals deze : het is noodig, in de eerste alinea, op de woorden : « kan dien altijd » te doen volgen de woorden : « indien zij van Belgische herkomst is ». Bij de toelichting van het voorgaande artikel hebben wij uiteengezet om welke redenen het aldus zijn moet.

Artikel 18 stelt een regel van uiterst belang vast : « Het verkrijgen, verliezen of terugbekomen van den staat van Belg, op welken grond dan ook, heeft slechts kracht voor de toekomst. »

In het voorontwerp van de heeren Galopin en Morelle wordt deze bepaling gewettigd door de beschouwing dat de wet geenszins Belgen moet kennen onder ontbindende voorwaarden.

Bij de bepalingen van de artikelen 19 en 20 wordt vastgesteld vanaf welken leeftijd en onder welke omstandigheden de minderjarige kinderen bevoegd zijn ons de bij de artikelen 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen; daarin worden insgelijks aangewezen de ambtenaar van den burgerlijken stand, die bevoegd is om de bij de artikelen 5 en 16 voorziene verklaringen te ontvangen, alsmede de registers, waarin deze verklaringen moeten worden overgeschreven of vermeld; deze bepalingen geven geen aanleiding tot eenige aanmerking. *Mutatis mutandis* komen zij grootendeels overeen met de bepalingen van de artikelen 14 en 15 der wet van 1909.

Artikel 21 brengt meer samenhang en eenheid in onze wetgeving, waar het bepaalt dat het reeds aangenomen bewijs, door middel van bezit van staat, om het huwelijk en de afstamming vast te stellen, insgelijks kan aangevoerd worden om de hoedanigheid van Belg door geboorte te bewijzen. Dit bezit van staat moet bewezen worden in den persoon van dien der ouders van den verzoeker, van wier nationaliteit de zijne afhankelijk is. Het tegenbewijs dient toegelaten te worden.

De bepalingen van de vroegere wetten, die onvereinigbaar zijn met de teksten dezer wet, worden bij artikel 22 ingetrokken.

De overgangsbepalingen, welke daarop volgen, nemen de bepalingen der wet van 25 October 1919 betreffende de nationaliteitskeuze gedeeltelijk over. Zij bepalen bovendien, de gevallen, waarin de hoedanigheid van Belg wordt verloren, en de rechtspleging voor de vordering tot het doen uitspreken van die vervallen verklaring.

Alleen n° IV van deze bepalingen gaf aanleiding tot opmerkingen. In § 1 laat deze bepaling toe, dengene die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of deszelfs bondgenooten te kort kwam, van den staat van Belg vervallen te verklaren.

De Afdeling heeft hare goedkeuring aan deze bepaling slechts in zooverre dat zij van toepassing komt niet op de Belgen door geboorte, maar alleen op de Belgen van vreemde herkomst. De Belgen door geboorte, die hun land hebben verraden of ernstig aan hun plicht tegenover het land zijn tekort gekomen, kunnen steeds worden getroffen door de strafwet, of van hunne politieke rechten

worden vervallen verklaard. Daarenboven gaat het niet zonder bezwaren en zelfs zonder gevaren gepaard, « vaderlandloozen » te maken.

De Afdeeling stelt dus voor, in n^o IV, § 1, der overgangsbepalingen, de woorden *hij die* te vervangen door de woorden : *de Belg door middel van keuze of van naturalisatie die...*

Insgelijks stelt zij voor, in § 3 van n^o IV, de woorden : « wordt ingesteld » te vervangen door de woorden : « wordt voortgezet ».

Zij meent dat het nuttig is, in n^o IV, § 3, 3^o, de woorden : « op grond van niet verschijning » te doen wegvallen.

Eindelijk is zij van oordeel, dat men de overschrijving van het vonnis van vervallenverklaring niet alleen in het bij artikel 20 bedoelde register, maar ook op den kant der akten van keuze- en der akten van naturalisatie moet eischen. Derhalve, stelt zij voor, aan lid 1 van § 5 toe te voegen de woorden : « van de akte van keuze of van de akte van naturalisatie ».

De aanneming van deze overgangsbepalingen, wat de vervallenverklaring der hoedanigheid van Belg betreft, zou natuurlijk ten gevolge hebben, het wetsontwerp, door den Minister van Justitie ingediend op 13 Januari 1920, te doen vervallen; overigens in die bepalingen worden mits het voorgestelde voorbehoud, de hoofdzakelijke kenmerken van gezegd ontwerp behouden.

Het wetsontwerp werd door de Middenafdeeling met de eenparige stemmen van de ter vergadering aanwezige leden goedgekeurd.

De Verslaggever,

L. PIRARD.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

BIJLAGE VAN N° 289.

TABEL

van het

Wetsontwerp betreffende het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit

en van den

**Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling, geplaatst tegenover den tekst
der vroegere wetten.**

Bestaande wetten.**EERSTE ARTIKEL (1).**

Belgen zijn :

1° Het kind geboren, zelfs in een vreemd land, hetzij uit een Belgischen vader, hetzij uit eene Belgische moeder, wanneer de vader geene bepaalde nationaliteit bezit ;

2° Het kind, geboren uit een vreemdeling na de ontbinding van het huwelijk, indien de moeder de hoedanigheid van Belg bezit op het oogenblik der geboorte.

ART. 4 (1).

Is Belg, het kind in België geboren hetzij uit wettelijk onbekende ouders, hetzij uit ouders zonder bepaalde nationaliteit.

Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 2 (1).

Het onechte kind, dat den leeftijd van een en twintig jaren nog niet heeft bereikt en wiens afstamming is vastgesteld door erkenning of vonnis, volgt de nationaliteit van degene zijner ouders ten aanzien van welken het bewijs het eerst is geleverd.

Tekst van het wetsontwerp.**EERSTE ARTIKEL.**

Belg zijn :

1° Het wettig kind, geboren zelfs in een vreemd land, uit een vader die tijdens de geboorte Belg was ;

2° Het wettig nageboren kind, zelfs in een vreemd land uit eene Belgische moeder geboren ;

3° Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 2.

Het natuurlijk kind, wiens afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is vastgesteld, volgt den staat dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat. Valt dit vonnis eerst na den dood der moeder, dan volgt het kind den staat dien deze bezat tijdens haar overlijden.

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

**Texte proposé
par la Section centrale.**

ARTICLE PREMIER.

Sont Belges :

1° L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de Belge au jour de la naissance;

2° L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 2.

L'enfant naturel, dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de sa mère au jour de l'acte ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

**Tekst voorgesteld
door de Middenafdeeling.**

EERSTE ARTIKEL.

Belg zijn :

1° Het wettig kind geboren, zelfs in een vreemd land, uit een vader die tijdens de geboorte Belg was;

2° Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 2.

Het natuurlijk kind, wiens afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is vastgesteld, volgt den staat, dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat. Valt dit vonnis eerst na den dood der moeder, dan volgt het kind den staat, dien deze bezat tijdens haar overlijden.

Bestaande wetten.

Spruit dat bewijs ten aanzien van den vader en van de moeder voort uit dezelfde akte of uit hetzelfde vonnis of uit samenhangende akten, dan volgt het kind de nationaliteit van den vader.

ART. 3 (¹).

Het tijdstip der verwekking wordt, boven dat der geboorte, in aanmerking genomen, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, tengevolge heeft de hoedanigheid van Belg aan het kind te doen toekennen.

ART. 5 (¹).

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot Belg wordt, volgt den staat van haren man.

ART. 6 (¹).

De niet gehuwde minderjarige kinderen van den vreemdeling, die vrijwillig de Belgische nationaliteit verwerft, wor-

Tekst van het wetsontwerp.

Het volgt slechts den staat van zijn vader, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmee samengaat.

ART. 3.

Het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt, volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is of onderdaan van een natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

ART. 4.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot door nationaliteitskeuze Belg wordt, volgt den staat van haar man.

ART. 5.

De niet geëmancipeerde minderjarige kinderen worden Belgen, wanneer de ouder die over hen het bewaarrecht

(¹) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Il suit la condition de son père si la preuve de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

Het volgt den staat van zijn vader, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmee samengaat.

ART. 3.

L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de son père, si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

ART. 3.

Het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt, volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is of onderdaan van eene natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

ART. 4.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

ART. 4.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot door nationaliteitskeuze Belg wordt, volgt den staat van haar man.

ART. 5.

Deviennent Belges les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le

ART. 5.

De niet geëmancipeerde minderjarige kinderen worden Belgen, wanneer de vader, die over hen het bewaarrecht

Bestaande wetten.

den Belgen. Zij mogen echter, binnen het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van de Belgische nationaliteit door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

Art. 7 ⁽¹⁾.

Worden Belgen, bij het einde van hun twee en twintigste jaar, indien zij, gedurende dat jaar, hunne woonplaats in België gehad hebben en niet hebben verklaard dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit te behouden :

1° Het kind, in België geboren uit vreemde ouders waarvan één er zelf is geboren of er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad sedert tien jaren ;

2° Het kind, dat in België is geboren uit een vreemdeling en zijne woonplaats in het Rijk heeft gehad sedert zes jaren, zonder onderbreking.

Art. 8 ⁽¹⁾.

Het kind, geboren uit een vader of uit eene moeder die de hoedanigheid van

Tekst van het wetsontwerp.

uitoefent, vrijwillig den staat van Belg verwerft of herkrijgt.

Tot zij ten volle den leeftijd van twee en twintig jaar hebben bereikt, kunnen zij echter van de Belgische nationaliteit afzien door een verklaring afgelegd op de bij art. 20 bepaalde wijze.

Art. 6.

Kunnen den staat van Belg door keuze verkrijgen op de verder nader bepaalde voorwaarden en wijze :

1° Het kind in België geboren ;

2° Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders van wie er één sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België had, of uit ouders van wie er één den staat van Belg heeft bezeten.

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge.

uitoefent, vrijwillig den staat van Belg verkrijgt of terugbekomt.

Ils peuvent toutefois, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité Belge par une déclaration faite dans les formes établies par l'article 20.

Tot zij den leeftijd van twee en twintig jaar ten volle hebben bereikt, kunnen zij echter van de Belgische nationaliteit afzien door een verklaring afgelegd op de bij artikel 20 bepaalde wijze.

ART. 6.

ART. 6.

Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions et suivant les formes ci-après établies :

Kunnen den staat van Belg door keuze verkrijgen op de hierna bepaalde voorwaarden en wijze :

1° L'enfant né en Belgique;

1° Het kind in België geboren;

2° L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge;

2° Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders, van wie één den staat van Belg heeft bezeten;

3° L'enfant né, en Belgique, de parents sans nationalité déterminée.

3° Het kind in België geboren uit ouders die niet tot een bepaalde nationaliteit behooren.

Bestaande wetten.

Belg mocht hebben verloren, kan deze hoedanigheid altijd verwerven, mits het verklaart dat het voornemens is zijn domicilie in België te vestigen en het daar werkelijk vestigt binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

ART. 9 ⁽¹⁾.

Het kind, in België geboren uit een vreemdeling, kan de hoedanigheid van Belg verwerven in den loop van zijn twee en twintigste jaar, mits het de formaliteiten, bij het vorig artikel voorgescreven, in acht neemt.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 7.

Nationaliteitskeuze is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

De ontvankelijkheid der keuze hangt van de twee volgende voorwaarden af :

1° De belanghebbende moet zijn gewone verblijfplaats in België hebben gehad van zijn 14^e jaar af tot hij ten volle 18 jaar oud is geworden en ook gedurende het jaar dat aan de verklaring zijner keuze is voorafgegaan;

2° De verklaring der keuze moet afgelegd worden vóórdat de belanghebbende ten volle 22 jaar oud is.

Met het verblijf in België, gedurende de minderjarigheid, wordt gelijkgesteld

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 7.

L'option n'est point recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 7^{bis}.

La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1^{re} l'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option ;

2^o la déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa vingt-deuxième année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence en

ART. 7.

Nationaliteitskeuze is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit, ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 7^{bis}.

De ontvankelijkheid der keuze hangt van de twee volgende voorwaarden af :

1^o De belanghebbende moet zijn gewone verblijfplaats in België hebben gehad van zijn 14^e jaar af tot hij ten volle 18 jaar oud is geworden en ook gedurende het jaar dat aan de verklaring zijner keuze is voorafgegaan ;

2^o De verklaring der keuze moet afgelegd worden vóórdat de belanghebbende ten volle twee en twintig jaar oud is.

Met het verblijf in België, gedurende de minderjarigheid, wordt gelijkgesteld

Bestaande wetten.

Tekst van het wetsontwerp.

het verblijf in een vreemd land, zoolang de vader aldaar eene door de Belgische Regeering begeven betrekking vervulde.

De onder bovenstaand n^o 1 opgelegde verblijfsvoorwaarde is beperkt tot het jaar dat aan de keuze voorafging, wat betreft het kind uit vreemde ouders geboren, van wie er één den staat van Belg bezeten heeft.

De belanghebbende die doet blijken dat hij verhinderd is geweest de verklaring zijner keuze af te leggen sedert hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, kan van de vervallenverklaring ontheven worden door den rechter die beslist over de inwilliging der keuze.

ART. 8.

De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan bij akte opgemaakt ten parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de aangever zijne gewone verblijfplaats heeft. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor bekendmaking daarvan door plakbrieven aan de deur van het gemeentehuis en aan de deur der woning van den aangever, alsmede door inlassching in een dagblad der provincie. De bekendmaking vermeldt den termijn gedurende welken die magistraat een onderzoek instelt naar de geschiktheid van den aangever. Steeds wordt het advies van den vrederechter ingewonnen.

De voorzitter der rechtbank van eersten aanleg doet over de inwilliging der nationaliteitskeuze uitspraak na in-

Texte proposé par la Section centrale.

pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par la Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par n° 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

ART. 7^{ter}.

L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de 21 ans peut être relevé de la déchéance par le magistrat qui statue sur l'agrément de l'option.

ART. 8.

La déclaration d'option est faite au Parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle *et il en est dressé acte par le procureur du Roi*. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le tribunal de première instance prononce sur l'agrément de l'option, après avis du procureur du Roi, l'inté-

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

het verblijf in een vreemd land, zoolang de vader aldaar eene door de Belgische Regeering begeben betrekking vervulde.

De onder bovenstaand n° 1^o opgelegde verblijfsvoorwaarde is beperkt tot het jaar dat aan de keuze voorafging, wat betreft het kind geboren uit vreemde ouders, van wie één den staat van Belg bezeten heeft.

ART. 7^{ter}.

De belanghebbende, die bewijst dat hij verhinderd is geweest de verklaring zijner keuze af te leggen sedert hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, kan van de vervallenverklaring ontheven worden door den rechter die beslist over de inwilliging der keuze.

ART. 8.

De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan ten parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats, waar de aangever zijne gewone verblijfplaats heeft, *en daarvan wordt akte opge maakt door den Procureur des Konings*. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor de bekendmaking daarvan door plakbrieven aan de deur van het gemeentehuis en aan de deur der woning van den aangever, alsmede door inlashing in een dagblad der provincie. De bekendmaking vermeldt den termijn, gedurende welken die magistraat een onderzoek instelt naar de geschiktheid van den aangever. Steeds wordt het advies van den vrederechter ingewonnen.

De rechtbank van eersten aanleg doet over de inwilliging der nationaliteitskeuze uitspraak na ingewonnen advies

Bestaande wetten.

Tekst van het wetsontwerp.

gewonnen advies van den procureur des Konings en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen. De beslissing wordt niet met redenen omkleed; zij wordt den aangever beteekend door de zorg van den procureur des Konings.

Binnen vijftien dagen na de beteekening, kunnen de aangever en de procureur des Konings zich tegen de beslissing van den voorzitter der rechtbank voorzien, bij een tot den eersten voorzitter van het Hof van beroep gericht verzoekschrift. Deze beschikt in laatsten aanleg na ingewonnen advies van den procureur-generaal en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen.

Dagvaarding en beteekening geschieden langs bestuurlijken weg.

De eindbeslissing, waarbij de nationaliteitskeuze wordt goedgekeurd, wordt op aanzoek van het Openbaar Ministerie overgeschreven in het bij artikel 20 gemelde register. De keuze heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

ART. 10 ⁽¹⁾.

De vreemdeling, die de naturalisatie heeft verkregen, wordt Belg.

ART. 9.

Door naturalisatie wordt de staat van Belg verkregen.

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ressé entendu ou appelé. *La décision est motivée*; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Les juges devront faire état de la moralité du déclarant et des circonstances qui font présumer son attachement à la nationalité belge.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du tribunal, par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue en dernier ressort, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

La décision définitive d'agrément est transcrite à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 20. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

ART. 9.

La naturalisation confère la qualité de Belge.

van den Procureur des Konings en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen. *De beslissing wordt met redenen omkleed*; zij wordt den aangever beteeënd door de zorg van den Procureur des Konings.

De rechters moeten wijzen op de zedelijkheid van den aangever en op de omstandigheden, welke zijne gehechtheid aan de Belgische nationaliteit doen vermoeden.

Binnen vijftien dagen na de beteekening, kunnen de aangever en de procureur des Konings zich tegen de beslissing der rechtbank voorzien bij een tot het Hof van beroep gericht verzoekschrift. Dit Hof beschikt in laatste aanleg na ingewonnen advies van den Procureur generaal en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen.

Dagvaarding en beteekening geschieden langs bestuurlijken weg.

De eindbeslissing, waarbij de nationaliteitskeuze wordt ingewikkeld, wordt op aanzoek van het Openbaar Ministerie overgeschreven in het bij artikel 20 gemelde register. De keuze heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

ART. 9.

Door naturalisatie wordt de staat van Belg verkregen.

Bestaande wetten.

Tekst van het wetsontwerp.

Art. 1 ⁽¹⁾.

De gewone naturalisatie verleent aan den vreemdeling al de burger- en Staatsrechten klevende aan de hoedanigheid van Belg, ter uitzondering der staatsrechten voor de uitoefening waarvan de Constitutie of de wetten de groote naturalisatie vorderen.

Door de gewone naturalisatie worden echter niet de politieke rechten verkregen waarvoor de Grondwet of de wetten de staatsnaturalisatie eischen.

Art. 2 ⁽¹⁾.

Om de groote naturalisatie te bekomen, moet men : 1^o den vollen ouderdom van vijf en twintig jaar bereikt hebben; 2^o getrouwd wezen, of een of verscheidene kinderen uit zijn huwelijk hebben behouden; 3^o ten minste tien jaar in België hebben verbleven.

Dit tijdsbestek zal wezen van vijf jaar, in plaats van tien, voor den vreemdeling die met eene Belgische vrouw getrouwd is, of die uit zijn huwelijk met eene Belgische vrouw een of verscheidene kinderen heeft behouden.

De groote naturalisatie zal niet mogen verleend worden aan vreemdelingen die ongehuwd of weduwnaar zonder kinderen zijn, dan wanneer zij den ouderdom van vijftig jaren bereikt en gedurende vijftien jaren in het land verbleven hebben.

Zij zal insgelijks, zonder andere voorwaarde, mogen verleend worden voor uitstekende diensten bewezen aan den Staat.

Art. 10.

Om de staatsnaturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

1^o Ten volle 25 jaar oud zijn;

2^o Sedert ten minste tien jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter tot vijf jaar verminderd voor den vreemdeling die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

Staatsnaturalisatie kan wegens aan den Staat of de Kolonie bewezen uitnemende diensten zonder eenige andere vereischte worden verleend.

(1) Wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

Door de gewone naturalisatie worden echter niet de politieke rechten verkregen, waarvoor de Grondwet of de wetten de Staatsnaturalisatie eischen.

ART. 10.

ART. 10.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut :

Om de Staatsnaturalisatie te kunnen bekomen, moet men :

- 1° Être âgé de 25 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins. Toutefois ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants *et pour la femme d'origine étrangère qui a épousé un Belge.*

- 1° Ten volle 25 jaar oud zijn ;
- 2° Sedert ten minste tien jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter tot vijf jaar verminderd voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgische herkomst of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong bij welke hij een of meer nakomelingen heeft, *alsmede voor de vrouw van vreemde herkomst, die met een Belg is gehuwd.*

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie.

Staatsnaturalisatie kan wegens aan den Staat of de Kolonie bewezen uitnemende diensten zonder eenigander vereischte worden verleend.

Bestaande wetten.

De in België geboren vreemdelingen, bewonende het Koninkrijk, welke zouden verwaarloosd hebben de verklaring te doen voorgeschreven door het artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek, zijn onvankelijk om de groote naturalisatie te vragen, zonder de voorwaarden te vervullen voorgeschreven in de §§ 1, 2 en 3 van het tegenwoordig artikel.

ART. 3 ⁽¹⁾.

De gewone naturalisatie zal, buiten het geval voorzien bij het artikel 4, enkel verleend worden aan hen die hun een en twintigste jaar ten volle bereikt en gedurende vijf jaren in België verbleven hebben.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 11.

Om de gewone naturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

- 1^o Ten volle 22 jaar oud zijn;
- 2^o Sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek is echter verminderd tot twee jaar voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong, bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

ART. 12.

Het verzoek om naturalisatie is niet onvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 13.

De vrouw, die samen met haar echtgenoot om naturalisatie verzoekt, heeft niet te voldoen aan de door de artikelen 10 en 11 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken.

(1) Wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling

ART. 11.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire il faut :

- 1^o Etre âgé de 22 ans accomplis ;
- 2^o Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins. Toutefois, ce délai est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

ART. 12.

La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 13.

La femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari est dispensée des conditions fixées par les articles 10 et 11.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées, qui demandent la naturalisation conjointement avec leur auteur.

ART. 11.

Om de gewone naturalisatie te kunnen bekomen, moet men :

- 1^o Ten volle 22 jaar oud zijn ;
- 2^o Sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter verminderd tot twee jaar voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgische herkomst of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgische herkomst, bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

ART. 12.

Het verzoek om naturalisatie is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit, ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 13.

De vrouw, die samen met haar echtgenoot om naturalisatie verzoekt, heeft niet te voldoen aan de door de artikelen 10 en 11 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken.

Bestaande wetten.

ART. 5⁽¹⁾.

Niemand wordt tot de naturalisatie toegelaten dan indien hij de aanvraag daartoe schriftelijk gedaan heeft.

De aanvraag zal moeten ondertekend wezen door den persoon die ze doet of door zijn gemachtigde drager van eene inzonderlijken en geloofwaardige volmacht. In dit laatste geval zal de volmacht bij de aanvraag gevoegd worden.

ART. 6⁽¹⁾.

Alle aanvraag tot naturalisatie alsmede alle voorstel der Regeering hebbende hetzelfde doel, zal, door elke kamer, verzonden worden aan eene Commissie die den inhoud der aanvraag en der er aangehechte stukken zal voordragen.

Op het verslag der Commissie, zal elke Kamer, zonder bespreking en bij geheime stemming beslissen of er grond is om de aanvragen of de voorstellen in aanmerking te nemen. Indien de vraag in aanmerking genomen wordt, zal er onmiddellijk tot de openbare bespreking en stemming worden overgegaan.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 14.

Elk verzoek om naturalisatie moet ondertekend zijn door hem die het indient, of door zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht. Het wordt tot den Minister van Justitie gericht, die het verder mededeelt aan het Parket der rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft. Overeenkomstig artikel 8, zorgt de procureur des Konings voor de bekendmaking en doet een onderzoek naar de geschiktheid van den verzoeker.

Na afloop van het onderzoek worden het verzoek en al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan de wetgevende macht.

Heeft de verzoeker zijn verblijf in de Kolonie, dan wordt voor bekendmaking en onderzoek gezorgd door den Minister van Koloniën.

(1) Wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 14.

Toute demande de naturalisation est signée par celui qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale ou authentique. Elle est adressée au Ministre de la Justice. Celui-ci la communique au Parquet du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé a sa résidence habituelle. Le Procureur du Roi en assure la publicité et procède à une enquête sur l'idonéité de l'intéressé, conformément à l'article 8.

ART. 14.

Elk verzoek om naturalisatie moet ondertekend zijn door hem die het indient, of door zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht. Het wordt tot den Minister van Justitie gericht, die het verder mededeelt aan het Parket der rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft. Overeenkomstig artikel 8 zorgt de procureur des Konings voor de bekendmaking en doet een onderzoek naar de geschiktheid van den verzoeker.

A l'expiration de l'enquête, la demande et toutes les pièces de l'instruction sont transmises au pouvoir législatif.

Lorsque l'intéressé réside dans la Colonie, la publicité de sa demande et l'enquête sont organisées par le Ministre des Colonies.

Na afloop van het onderzoek worden het verzoek en al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan de wetgevende macht.

Heeft de verzoeker zijn verblijf in de Kolonie, dan wordt voor bekendmaking en onderzoek gezorgd door den Minister van Koloniën.

Bestaande wetten.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 7 ⁽¹⁾.

Binnen de acht dagen volgende op de Koninklijke bekrachtiging van de stemming der Kamers waarbij de vraag aanvaard wordt, zal de Minister van Justitie aan den verzoeker eene gelijkluidend verklaarde uitgifte der acte van naturalisatie afleveren.

ART. 8 ⁽¹⁾.

De verkrijger zal zich, voorzien van deze uitgifte, voor den burgemeester zijner woon- of zijner verblijfplaats aanbieden en verklaren dat hij de hem verleende naturalisatie aanvaardt.

Er zal proces-verbaal van deze verklaring worden opgemaakt in het daartoe bestemd register.

ART. 9 ⁽¹⁾.

De verklaring voorgeschreven door het voorgaande artikel zal, op straffe van verval, gedaan worden binnen de twee maanden te rekenen van den datum der Koninklijke bekrachtiging.

ART. 11 ⁽²⁾.

De hoedanigheid van Belg verliezen :

1^o Hij, die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft;

(1) Wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie.

(2) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

ART. 15.

De akte van naturalisatie, door de Kamers aangenomen en door den Koning bekrachtigd, wordt den verzoeker beteevend door de zorg van den Minister van Justitie. Binnen twee maanden na de beteekening moet de verzoeker of zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht de overschrijving ervan eischen op het in artikel 20 vermelde register. Deze akte heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Zij wordt door het *Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding der overschrijving.

ART. 16.

De staat van Belg wordt verloren :

1^o Door hem die uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkrijgt;

Wordt geacht uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkregen te hebben, hij die, haar van rechtswege verkregen hebbende, eene daad verricht die noodzakelijk doet veronderstellen dat hij het inzicht heeft ze te aanvaarden;

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

ART. 15.

L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice. Dans les deux mois de la notification, l'intéressé ou son fondé de procuration spéciale et authentique doit en requérir la transcription sur le registre mentionné à l'article 20. Cet acte n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Il est publié au *Moniteur Belge* avec la mention de la transcription.

ART. 15.

De akte van naturalisatie, door de Kamers aangenomen en door den Koning bekrachtigd, wordt den verzoeker betekend door de zorg van den Minister van Justitie. Binnen twee maanden na de betekening moet de verzoeker of zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht de overschrijving er van eischen in het bij artikel 20 vermelde register. Deze akte heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Zij wordt door het *Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding der overschrijving.

ART. 16.

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère :

Est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, fait un acte qui suppose nécessairement son intention de l'accepter ;

ART. 16.

De staat van Belg wordt verloren :

1° Door hem die uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkrijgt ;

Wordt geacht uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkregen te hebben, hij die, haar van rechtswege verkregen hebbende, eene handeling verricht, die noodzakelijk doet veronderstellen dat hij het inzicht heeft ze te aanvaarden ;

Bestaande wetten.

2° De vrouw die huwt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit of wier echtgenoot vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien deze nationaliteit uit krachte van de vreemde wet insgelijks door de vrouw wordt verworven;

3° De niet gehuwde minderjarige kinderen van den Belg die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien zij daardoor de nationaliteit van hun ouder verkrijgen.

ART. 12 (1).

Het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die zelf in den vreemde is geboren, mag altijd de Belgische nationaliteit afwijzen indien het de vreemde nationaliteit van rechtswege heeft verworven.

ART. 13 (1).

Hij, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren, kan deze altijd terugbekomen, mits hij onafgebroken in België verbleef, of er terugkeert met 's Konings machtiging en mits hij, in beide gevallen, verklaart dat hij voornemens is zijn domicilie in België te vestigen en het daar werkelijk vestigt binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

Tekst van het wetsontwerp.

2° Door de vrouw die in het huwelijk treedt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit, indien ook zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt;

3° Door de vrouw wier echtgenoot uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt, indien ook zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt.

De vrouw kan echter den staat van Belg behouden door eene verklaring, op de bij artikel 20 bepaalde wijze af te leggen binnen zes maand na den dag waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn;

4° Door de niet-geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die bij toepassing van dit artikel vreemdeling is geworden en die over hen bewaarrrecht uitoefent, indien zij tegelijk met hun vader de vreemde nationaliteit verkregen hebben.

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Texte proposé par la Section centrale.

Texte voorgesteld door de Middenafdeeling.

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère ;

3° La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère.

Toutefois, la femme peut dans ces deux cas conserver la qualité de belge si elle est Belge d'origine par une déclaration faite dans les formes de l'article 20, durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être Belge ;

4° Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

2° Door de vrouw die huwt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit, indien zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt ;

3° Door de vrouw, wier echtgenoot uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt, indien zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt.

In die beide gevallen kan echter de vrouw, indien zij Belg is door herkomst, den staat van Belg behouden door eene verklaring, op de bij artikel 20 bepaalde wijze af te leggen binnen zes maand na den dag, waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn ;

4° Door de niet-geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die bij toepassing van dit artikel vreemdeling is geworden en die over hen bewaarrecht uitoefent, indien zij tegelijk met hun vader de vreemde nationaliteit verkregen hebben.

Bestaande wetten.

De vrouw, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren bij toepassing van artikel 11, 2°, kan deze altijd terugbekomen, zooals hierboven is gezegd, na de ontbinding des huwelijks.

De kinderen, die de hoedanigheid van Belg hebben verloren bij toepassing van artikel 11, 3°, kunnen deze altijd terugbekomen, nadat zij den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt, mits zij de bepalingen van artikel 8 naleven.

Zij worden opgenomen in registers, waarop de bepalingen der artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing zijn.

ART. 14 ⁽¹⁾.

De verklaring, bij de artikelen 6, 7, 8, 9, 12 en 13 voorzien, mag door minderjarige kinderen worden afgelegd zodra de leeftijd van achttien jaren is bereikt, met toestemming van den vader, of, bij ontstentenis van den vader, met

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 17.

De vrouw die bij toepassing van artikel 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien altijd terugverkrijgen na de ontbinding van het huwelijk door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat zij gedurende één jaar haar gewoon verblijf in België heeft gehad.

Het kind dat bij toepassing van artikel 16, 4°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien tusschen den vollen leeftijd van 18 en van 22 jaar terugverkrijgen door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat het gedurende één jaar zijn gewoon verblijf in België heeft gehad. De slotbepaling van artikel 7 is op hem toepasselijk.

De krachtens dit artikel afgelegde verklaringen van keuze behoeven de goedkeuring van de rechterlijke macht, en het besluit van goedkeuring wordt overeenkomstig artikel 8 overgeschreven.

ART. 18.

Het verkrijgen, verliezen of terugverkrijgen van den staat van Belg, op welken grond dan ook, heeft slechts, kracht voor de toekomst.

ART. 19.

Van den leeftijd van ten volle achttien jaar af, zijn de minderjarige kinderen bevoegd om de bij de artikelen 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, met bijstand van de personen wier toestemming zij behoeven voor de geldigheid

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 17.

La femme qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16, 2° et 3°, peut toujours la recouvrer *si elle est Belge d'origine* après la dissolution du mariage par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique.

L'enfant qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16, 4°, peut la recouvrer, entre l'âge de 18 ans et l'âge de 22 ans accomplis, par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique. La disposition finale de l'article 7 lui est applicable.

Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrite conformément à l'article 8.

ART. 18.

L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir.

ART. 19.

Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de dix-huit ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage

ART. 17.

De vrouw, die bij toepassing van artikel 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien altijd terugkomen, *indien zij Belg is door herkomst*, na de ontbinding van het huwelijk door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat zij gedurende één jaar haar gewoon verblijf in België heeft gehad.

Het kind, dat bij toepassing van artikel 16, 4°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien tusschen den vollen leeftijd van 18 en van 22 jaar terugkomen door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat het gedurende één jaar zijn gewoon verblijf in België heeft gehad. De slotbepaling van artikel 7 is op hem toepasselijk.

De krachtens dit artikel afgelegde verklaringen van keuze behoeven de goedkeuring van de rechterlijke macht en het besluit van goedkeuring wordt overeenkomstig artikel 8 overgeschreven.

ART. 18.

Het verkrijgen, verliezen of terugkomen van den staat van Belg, op welken grond dan ook, heeft slechts kracht voor de toekomst.

ART. 19.

Van den leeftijd van ten volle achttien jaar af, zijn de minderjarige kinderen bevoegd om de bij de artikelen 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, met bijstand van de personen, wier toestemming zij behoeven voor

Bestaande wetten.

die van de moeder, of; bij ontstentenis van vader en moeder, met machtiging van de andere verwanten in de opgaande lijn of van de familie; deze machtiging wordt gegeven overeenkomstig de vereischen voor het huwelijk gesteld in het 1^{ste} hoofdstuk van titel V, boek I, van het Burgerlijk Wetboek.

De toestemming van den vader, van de moeder of van de andere verwanten in de opgaande lijn wordt gegeven hetzij mondeling, op het oogenblik der verklaring, hetzij bij authentieke akte.

Van deze toestemming of van de machtiging der familie wordt uitdrukkelijk melding gemaakt in de akte van vaststelling der keuze.

In geval van onvermogen, mag de akte van toestemming worden opge maakt door den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de verwanten in de opgaande lijn hun domicilie hebben en, in den vreemde, door de overheden, die bevoegd zijn deze akte op te maken, alsmede door de diplomatieke agenten, de consuls en vice-consuls van België.

ART. 15 (1).

De verklaringen van nationaliteit worden afgelegd hetzij voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der verblijfplaats in België, hetzij voor de diplomatieke of consulaire agenten van

Tekst van het wetsontwerp.

van het huwelijk volgens de in hoofdstuk I van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek voorziene voorwaarden.

De toestemming wordt gegeven, hetzij in de verklaringsakte zelve, hetzij bij afzonderlijke akte, door een ambtenaar van den burgerlijken stand te ontvangen; deze afzonderlijke akte moet aan de verklaringsakte worden toegevoegd.

ART. 20.

De in de artikel 5 en 16 voorziene verklaringen worden ontvangen door den ambtenaar van den burgerlijken stand van de gemeente waar de betrokkenen hun gewoon verblijf hebben;

(1) Wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling

selon les conditions prescrites au chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} du Code civil.

de geldigheid van het huwelijk volgens de in hoofdstuk I van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek voorziene voorwaarden.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'État civil; cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

De toestemming wordt gegeven, hetzij in de verklaringsakte zelve, hetzij bij afzonderlijke akte, door een ambtenaar van den burgerlijken stand te ontvangen; deze afzonderlijke akte moet bij de verklaringsakte worden gevoegd.

ART. 20.

ART. 20.

Les déclarations prévues aux articles 5 et 16 sont reçues par l'officier de l'État civil de la commune où les intéressés ont leur résidence habituelle; elles sont inscrites soit dans le registre

De bij de artikelen 5 en 16 voorziene verklaringen worden ontvangen door den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente, waar de betrokkenen hun gewoon verblijf hebben;

Bestaande wetten.

België in den vreemde. Zij kunnen geschieden bij bijzondere en authentieke volmacht.

Tekst van het wetsontwerp.

zij worden overgeschreven in het register der geboorteakten of in een in duplo gehouden bijzonder register. De ambtenaar van den burgerlijken stand treedt op zonder bijstand van getuigen. Van deze verklaringen wordt melding gemaakt op den kant der geboorteakte.

Hetzelfde geldt ten aanzien van goedkeuring van nationaliteitskeuze en van de overschrijving van naturalisatie.

ART. 21.

De staat van Belg door geboorte is voldoende vastgesteld, indien is bewezen dat de ouder van den verzoeker, van wiens of wier nationaliteit de zijne afhangt, den staat van Belg bezit.

Het bezit van den staat van Belg wordt verkregen door de uitoefening van de rechten die deze staat toekent.

Tegenbewijs is steeds toegelaten.

ART. 22.

De artikelen 1 tot 11 der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, de artikelen 1 tot 15 der wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit, de wet van 1 Juni 1911 en de besluit-wet van 11 Mei 1918 betreffende de afstammelingen van de bewoners der afgestane gedeelten van het Rijk en de artikelen 3 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze zijn ingetrokken.

Overgangsbepalingen

I: Gedurende het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, kun-

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

aux actes de naissance, soit dans un registre spécial tenu double. L'officier de l'État civil instrumente sans l'assistance de témoins. Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte naissance.

Il en est de même des agrégations d'option et des transcriptions de naturalisation.

ART. 21.

La qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la personne de celui des auteurs du réclamant, dont la nationalité forme la condition de la sienne.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

ART. 22.

Les articles 1^{er} à 11 de la loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, les articles 1^{er} à 15 de la loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la loi du 1^{er} juin 1911 et l'arrêté-loi du 11 mai 1918, relatifs aux descendants des habitants des parties cédées du royaume, et les articles 3 et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

I. Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent

zij worden overgeschreven in het register der geboorteakten of in een in duplo gehouden bijzonder register. De ambtenaar van den burgerlijken stand treedt op zonder bijstand van getuigen. Van deze verklaringen wordt melding gemaakt op den kant der geboorteakte.

Hetzelfde geldt ten aanzien van de goedkeuring der nationaliteitskeuze en van de overschrijving der naturalisatie.

ART. 21.

De staat van Belg door geboorte is voldoende vastgesteld, indien is bewezen dat de ouder van den verzoeker, van wiens of wier nationaliteit de zijne afhangt, den staat van Belg bezit.

Het bezit van den staat van Belg wordt verkregen door de uitoefening van de rechten die deze staat toekent.

Tegenbewijs is steeds toegelaten.

ART. 22.

De artikelen 1 tot 11 der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, de artikelen 1 tot 15 der wet van 8 Juni 1909 op het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit, de wet van 1 Juni 1911 en het besluit-wet van 11 Mei 1918 betreffende de afstammelingen van de bewoners der afgestane gedeelten van het Rijk en de artikelen 3 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze worden ingetrokken.

Overgangsbepalingen.

I. Gedurende het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, kunnen

Bestaande wetten

Tekst van het wetsontwerp.

nen de door de artikelen 1 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze bedoelde personen voor de Belgische nationaliteit opteeren, zelfs wanneer zij den leeftijd van twee en twintig jaar overschreden hebben, bijaldien zij aan de andere, door bovenstaande artikelen 6 en 7 voorgeschreven voorwaarden voldoen.

Hunne keuze wordt eerst van kracht als zij goedgekeurd is overeenkomstig het bepaalde in bovenstaand artikel 8.

II. De bij de artikelen 4 en 6 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze voorziene verklaringen dienen afgelegd overeenkomstig bovenstaande artikelen 19 en 20.

III. De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij naar luid van artikel 1 der wet van 4 Juni 1839 den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn domicilie naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door voor den ambtenaar van den burgerlijken stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring geldt het voorgeschrevene in bovenstaande artikelen 19 en 20 in zake bevoegdheid en formaliteiten. Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop de wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, te rekenen van den dag hunner meerderarigheid.

IV, § 1. — Op de vervolging van het Openbaar Ministerie wordt van den

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeling.

faire option, pour la nationalité Belge même si elles ont dépassé l'âge de vingt-deux ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 3 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie.

Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

II. Les déclarations prévues aux articles 4 et 6 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie se font conformément aux articles 19 et 20 ci-dessus.

III. Les enfants et descendants de tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 19 et 20 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

IV. § 1^{er}. — Sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de

de bij de artikelen 1 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze bedoelde personen voor de Belgische nationaliteit opteeren, zelfs wanneer zij den leeftijd van twee en twintig jaar overschreden hebben, bijaldien zij aan de overige, door bovenstaande artikelen 6 en 7 voorgeschreven voorwaarden voldoen.

Hunne keuze wordt eerst van kracht wanneer zij goedgekeurd is overeenkomstig het bepaalde in bovenstaand artikel 8.

II. De bij de artikelen 4 en 6 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze voorzienne verklaringen dienen te worden afgelegd overeenkomstig bovenstaande artikelen 19 en 20.

III. De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij naar luid van artikel 1 der wet van 4 Juni 1839 den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doo- dien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn domicilie naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door voor den ambtenaar van den burgerlijken stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring gelden de regelen van bekwaamheid en vorm bepaald bij bovenstaande artikelen 19 en 20. Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop de wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, te rekenen van den dag hunner meerderjarigheid.

IV. § 1. — Op de vervolging van het Openbaar Ministerie wordt van den

staat van Belg vervallen verklaard, hij die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort is gekomen.

§ 2. — Artikel 2 der wet van 12 Februari 1897 op de vreemdelingen is niet toepasselijk op hen die met vervallenverklaring worden gestraft.

§ 3. — De vordering tot vervallenverklaring wordt ingesteld bij de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg ter woonplaats van den verweerder, of, bij gebreke van eene gekende woonplaats, bij die zijner laatste verblijfplaats. Bij gebreke aan een gekende woon- of verblijfplaats in België, is de rechtbank van eersten aanleg te Brussel bevoegd.

Het vonnis is voor hooger beroep vatbaar.

Het vonnis of het arrest, wanneer het, op grond van niet verschijning, bij verstek wordt gewezen, beveelt dat het, na zijne beteekening, zal bekendgemaakt worden in twee dagbladen van de provincie en in het *Staatsblad*; verzet is niet meer toegelaten na afloop van acht dagen te rekenen van den dag der bekendmaking, welke termijn, zoo daartoe termen zijn, overeenkomstig artikel 1033 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt verlengd.

§ 4. — De rechtsvordering tot vervallenverklaring kan niet later dan drie jaar na het in werking treden dezer wet ingesteld worden.

§ 5. — Elk vonnis tot vervallenverklaring dat kracht van gewijsde heeft verkregen, wordt in het bij artikel 20

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

la qualité de Belge, *le Belge par option ou par naturalisation* qui a manqué grièvement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

§ 2. — L'article 2 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.

§ 3. — L'action en déchéance se poursuit devant le tribunal civil de première instance au domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu de sa dernière résidence. A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut, il ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au *Moniteur Belge*; l'opposition ne sera plus recevable après l'expiration de la huitaine à compter de cette publication; ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du code de procédure civile.

§ 4. — L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

§ 5. — Tout jugement de déchéance qui a acquis force de chose jugée est transcrit dans le registre indiqué à l'ar-

staat van Belg vervallen verklaard *de Belg door keuze of door naturalisatie* die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is.

§ 2. — Artikel 2 der wet van 12 Februari 1897 op de vreemdelingen is niet toepasselijk op hen die met vervallenverklaring worden gestraft.

§ 3. — De vordering tot vervallenverklaring wordt *vervolgd* bij de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg der woonplaats van den verweerder, of, bij gebreke aan eene gekende woonplaats, bij die zijner laatste verblijfplaats. Bij gebreke aan een gekende woon- of verblijfplaats in België, is de rechtbank van eersten aanleg te Brussel bevoegd.

Het vonnis is voor hooger beroep vatbaar.

Het vonnis of het arrest, wanneer het bij verstek wordt gewezen, beveelt dat het, na zijne beteekening, zal bekendgemaakt worden in twee dagbladen van de provincie en in het *Staatsblad*; verzet is niet meer toegelaten na afloop van acht dagen te rekenen van den dag der bekendmaking, welke termijn, zoo daartoe termen zijn, overeenkomstig artikel 1033 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt verlengd.

§ 4. — De rechtsvordering tot vervallenverklaring kan niet later dan drie jaar na het in werking treden dezer wet ingesteld worden.

§ 5. — Elk vonnis tot vervallenverklaring, dat kracht van gewijsde heeft verkregen, wordt in het bij artikel 20

Bestaande wetten.

Tekst van het wetsontwerp.

bedoelde register overgeschreven. Er wordt melding van gemaakt op den kant der geboorteakte.

De vervallenverklaring heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Deze wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* bekend gemaakt.

§ 6. — De vrouw van den vervallen-verklaarden Belg kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen den tijd van een jaar te rekenen van den dag der overschrijving van de vervallenverklaring; is zij minderjarig, dan gaat die termijn eerst in met hare meerderjarigheid.

Dezelfde bevoegdheid wordt aan de kinderen toegekend binnen denzelfden termijn. De minderjarige kinderen kunnen van den leeftijd van ten volle 18 jaar af de Belgische nationaliteit afwijzen in de bij artikel 19 dezer wet bepaalde voorwaarden.

De nationaliteitsafwijzing geschiedt op de bij artikel 20 dezer wet bepaalde wijze.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ticle 20. Il en est fait mention en marge de l'acte naissance, *de l'acte d'option ou de l'acte de naturalisation.*

La déchéance n'a d'effet que du jour de la transcription.

Celle-ci est publiée par extrait au *Moniteur belge.*

§ 6. — La femme du Belge déchu peut décliner la nationalité belge dans le délai d'un an à partir du jour de la transcription de la déchéance; si elle est mineure, le délai ne commence à courir qu'à partir de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai. Les enfants mineurs sont admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la présente loi.

Les renonciations de nationalité sont faites dans les formes déterminées par l'article 20 de la présente loi.

bedoelde register overgeschreven. Er wordt melding van gemaakt op den kant der geboorteakte, *der akte van keuze en der akte van naturalisatie,*

De vervallenverklaring heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Deze wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. — De vrouw van den vervallen-verklaarden Belg kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen den tijd van een jaar te rekenen van den dag der vervallenverklaring; is zij minderjarig, dan gaat die termijn eerst in met hare meerderjarigheid.

Dezelfde bevoegdheid wordt aan de kinderen toegekend binnen denzelfden termijn. De minderjarige kinderen kunnen, vanaf den leeftijd van ten volle 18 jaar, de Belgische nationaliteit afwijzen in de bij artikel 19 dezer wet bepaalde voorwaarden.

De nationaliteitsafwijzing geschiedt op de bij artikel 20 dezer wet bepaalde wijze.